

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE DE LA RÉVOLUTION AFGHANE DE 1978
EN RAPPORT AVEC LES ENJEUX RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX,
DANS LE CONTEXTE DE LA GUERRE FROIDE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE DANS LE
CADRE DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

ABDULHADI QADERI

MARS 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mon directeur Lawrence Olivier pour sa rigueur et son appui indéfectible. J'ai aussi bénéficié de la grande disponibilité de mon codirecteur, Samir Moukal et je lui en suis reconnaissant.

J'aimerais tout particulièrement remercier ma conjointe pour son soutien et son aide sans lesquels ce projet n'aurait pu être réalisé.

J'ai également une pensée pour tous ceux et celles qui ont combattu pour l'accès à l'éducation ; je fais partie de ceux qui, dans un autre contexte, n'auraient jamais pu accéder à des études supérieures.

Je dédie cette recherche à ma mère et à Shafiq, Rafiq, Samina, Tahirali, Sarah et Hussein qui, je l'espère, n'oublieront jamais leur pays d'origine.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE I ANALYSE DES DISCOURS SUR L'AFGHANISTAN	 6
1.1 Le point de vue Réaliste	7
1.2 Le point de vue Marxiste	8
1.3 Le point de vue Constructiviste	8
1.4 L'Afghanistan à la veille de la révolution	9
1.5 Contexte régional et international	12
1.6 Analyse du conflit par les auteurs Marxistes	16
1.7 Analyse du conflit par les auteurs Réalistes	17
1.8 La vision Constructiviste du conflit	20
1.9 Synthèse	21
 CHAPITRE II DYNAMIQUE INTERNE DU CONFLIT AFGHAN DE 1978-1992	 24
2.1 Brève présentation sociopolitique de l'Afghanistan	24
2.1.1 L'Afghanistan moderne depuis 1747	25
2.1.2 Divisions ethniques, linguistiques, religieuses et culturelles	33
2.2 Les sources de tensions internes	37

2.2.1	Lutte de pouvoir	37
2.2.2	Territorialité	38
2.2.3	Nationalisme	38
2.2.4	Économie	39
2.2.5	Confrontation idéologique	39
2.2.6	La question sectaire	39
2.3	Les forces politiques présentes au pays	40
2.3.1	Forces politiques informelles	40
2.3.2	Forces politiques formelles	41
CHAPITRE III DEBAT SUR LA NATURE, LES CAUSES ET CONSEQUENCES DE LA REVOLUTION AFGHANE		47
3.1	Mansoor Akbar	48
3.2	Anwar-Ul-Haq Ahady	52
3.3	Louis Dupree	61
3.4	Synthèse du débat	67
CHAPITRE IV LA CONTRE-RÉVOLUTION ET LA LUTTE DE CLASSES		70
4.1	Bref portrait des soulèvements contre le régime révolutionnaire dans sa première phase	72
4.1.1	Soulèvement de Waygal	72
4.1.2	Soulèvement de Hazârajât	74
4.1.3	Révolte d'Herat	75

4.2	Analyse du rôle de la lutte de classes dans la contre-révolution	79
4.3	Analyse globale des intérêts des différents acteurs contre-révolutionnaires internationaux	83
4.3.1	Les intérêts des dirigeants pakistanais	83
4.3.2	Les intérêts de la classe dominante iranienne, égyptienne et d'Arabie Saoudite	85
4.3.3	Les intérêts des dirigeants chinois	86
4.3.4	Les intérêts de la classe dominante américaine	87
4.4	Synthèse	88
	CONCLUSION	90
	BIBLIOGRAPHIE	95

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Les principaux mouvements politiques avant 1978	43
2.2 Les partis sunnites	44
2.3 Les principaux partis chiites	45

LISTE DES ACRONYMES

ANP	Parti National du Peuple (Awami National Party)
ASDP	Parti Démocratique Socialiste Afghan
CIA	Central Intelligence Agency
É-U	États-Unis d'Amérique
GERSS	German Egyptian Research Short term Scholarship
PDPA	People Democratic Party of Afghanistan
PPP	Pakistan People Party
RDA	République Démocratique de l'Afghanistan
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

RÉSUMÉ

Cette recherche se penche sur un événement souvent négligé dans la littérature et qui constitue pourtant la pierre angulaire de l'histoire actuelle de l'Afghanistan : il s'agit de la révolution afghane de 1978 qui a précédé la soi-disant invasion soviétique de ce pays.

Elle met en lumière l'absence de dialogue théorique entre les auteurs qui l'ont abordée et relève comment cette absence limite la compréhension de la société afghane et, de ce fait, la compréhension de la nature du conflit ainsi que ses facteurs déterminants.

Nous soutiendrons la thèse à l'effet que le fil conducteur manquant, qui relie les différentes analyses, est la corrélation entre la lutte de classes et les intérêts nationaux des puissances régionales et internationales, c'est-à-dire le système capitaliste ayant besoin de l'État comme instrument au service des intérêts privés d'une classe dominante.

Afin de mieux saisir notre objet d'étude, nous en circonscrivons la période analysée, soit de 1973 à 1992, à partir de cette revue de la littérature mais avec la perspective d'une analyse critique et d'une confrontation des discours. Nous mettrons respectivement en lumière le conflit afghan en regard de ses dynamiques internes, du débat sur la nature, les causes et les conséquences de la révolution et d'une analyse de la contre-révolution et de la lutte de classes.

Nous présenterons les trois différentes interprétations du conflit afghan avec trois théories des relations internationales. Nous analyserons la complexité de la société afghane à travers son passé et son agrégat sociopolitique, résultat d'une construction sociale séculaire et d'une grande diversité culturelle, linguistique et religieuse. Nous examinerons ensuite la Révolution afghane à travers un débat théorique sur ses causes, sa nature et ses conséquences, en démontrant l'importance de cet événement. En dernier lieu, nous établirons le lien à faire avec la lutte de classes qui s'est jouée à différents niveaux, par l'étude de la contre-révolution dans laquelle sont impliqués divers acteurs nationaux, régionaux et internationaux. Nous concluons qu'il y a bel et bien eu une lutte de classes qui a mené à la révolution et à la contre-révolution. Nous soulignerons également qu'une analyse basée sur le simple déterminisme économique ne permet pas de comprendre le conflit afghan. C'est plutôt une analyse profonde de tout l'ensemble des facteurs sociopolitiques et économiques «la production en dernière instance» qui peut expliquer la lutte de classes dans ce conflit.

Mots clés : Afghanistan, Contre-révolution, État, Lutte de classes, Lutte de pouvoir, Révolution.

INTRODUCTION

Depuis les événements du 11 septembre 2001, il se passe rarement une journée sans qu'on entende parler de l'Afghanistan. Les médias nous rapportent régulièrement les problèmes sociopolitiques se déroulant dans ce pays afin de nous informer. Certains intellectuels analysent divers aspects pertinents quant à la compréhension de ce conflit tels que les Taliban (Rashid, 2001), la condition des femmes, les enjeux de la mission canadienne en sol afghan (Dupuis-Dery, 2007), l'action humanitaire (Barry, 2001) ainsi que l'intervention américaine actuelle (Nivat, 2004). Certains d'entre eux fondent leurs analyses à partir de l'intervention soviétique de 1979 pour expliquer ce qui se passe actuellement dans cette partie du monde (Barry, 2001 ; Cooley, 2002 ; Dupuis-Dery, 2007). En effet, l'étude des relations internationales nous apprend qu'il faut analyser chacun de ses aspects sous divers angles afin de bien saisir les enjeux qui y sont attachés. Pour comprendre ce qui se passe présentement dans ce pays, il faut, à notre sens également, revoir les origines du conflit.

C'est dans cette perspective que notre recherche se penchera sur un événement négligé dans la littérature et qui a pourtant marqué le début de cette période tourmentée pour le peuple afghan. Il s'agit de la révolution afghane de 1978 qui a précédé la soi-disant invasion soviétique de ce pays. Il est rare que l'on parle de cette révolution en Occident, elle constitue pourtant la pierre angulaire de l'histoire actuelle de l'Afghanistan. On ne peut comprendre la politique afghane sans considérer cet événement essentiel.

Lorsqu'on se réfère à la littérature concernant la période de 1978 à 1992, on trouve peu de débats sur la nature de la révolution afghane. Certaines études traitent les événements de cette période comme étant d'ordre purement international (Negaran, 1979 ; Hammond, 1984), c'est-à-dire une invasion soviétique en sol afghan, déclenchant une hostilité dans le contexte de la guerre froide qui menace ainsi la stabilité du système international. Autrement dit, une confrontation entre deux

blocs opposés: *socialiste* et *capitaliste*. Nous pouvons dire que ce courant est largement dominé par les conservateurs, proches partisans de la vision réaliste.

On trouve également des auteurs qui considèrent cet événement comme une révolution sociale (Emadi, 1996 ; Sen Gupta, 1986), pour qui le conflit se résume à une affaire interne de l'Afghanistan, basé sur une lutte de classes, qui aurait mis le pays au centre de la guerre froide. En effet, pour eux, c'est l'ingérence des forces conservatrices régionales et internationales qui a provoqué l'intervention soviétique sous la forme d'une aide au gouvernement. Dans ce courant se trouvent principalement des marxistes (léninistes et maoïstes) qui présentent cet événement comme une lutte de classes à l'échelle nationale se transposant sur la scène internationale.

Il y a aussi un troisième courant qui analyse le conflit afghan comme un phénomène de solidarité communautaire et géographique (Roi, 1985 ; Delcorde, 2001) propre à l'Afghanistan, dont la société ne serait pas compatible avec l'État-nation. Ce courant est plus ou moins lié à l'approche constructiviste.

Nous soutiendrons la thèse à l'effet que les trois analyses prises séparément sont incomplètes puisqu'il manque un fil conducteur qui les relie de façon fondamentale : la corrélation entre la lutte des classes et les intérêts nationaux des puissances régionales et internationales, c'est-à-dire le système capitaliste ayant besoin de l'État comme instrument au service des intérêts privés d'une classe dominante.

Afin de mieux saisir notre objet d'étude, nous proposons d'une part d'en circonscrire la période analysée, soit de 1973 à 1992 et, d'autre part, de faire une division du travail en quatre parties qui mettront respectivement en lumière : l'analyse des discours à travers la revue de la littérature ; le conflit afghan en regard de ses dynamiques internes ; le débat sur la nature, les causes et les conséquences de la Révolution afghane de 1978 ; l'analyse de la contre-révolution et la lutte de classes.

Dans le premier chapitre, à l'aide de l'analyse de la littérature, nous constaterons que le conflit afghan est traité de manières différentes selon les angles d'analyse adoptés par les auteurs. Ces angles d'analyse sont : le conflit comme phénomène relevant de la politique internationale ; relevant d'une révolution sociale ; un phénomène de solidarité communautaire et géographique. Nous soulignerons également que chacun de ces angles d'analyse est interprété différemment selon les visions politiques des auteurs. Nous synthétiserons donc le débat afin d'apporter une nouvelle perspective de compréhension du conflit.

Dans le deuxième chapitre, nous ferons un survol des dynamiques internes de l'Afghanistan à travers son passé. Nous exposerons aussi sa mosaïque ethnique, linguistique, religieuse et culturelle et les forces politiques agissantes dans le pays. Ces retours et précisions sont à notre sens nécessaires pour bien comprendre le contexte et les sources internes du conflit avant la période critique de 1978.

Le troisième chapitre sera consacré au débat sur la nature, les causes et les conséquences de la révolution ; il s'agit d'exposer le débat sur le statut de la révolution. Afin d'éclairer notre problématique quant à un fil conducteur théorique qui lierait les différents auteurs, nous examinerons également la corrélation entre la lutte des classes et les intérêts nationaux des puissances régionales et internationales.

Le but du dernier chapitre sera d'éclairer la lutte de classes dans le conflit afghan, mais cette fois à travers l'analyse de la contre-révolution. Cela mettra en évidence les motivations réelles des différents intervenants.

Avant d'aborder la première partie de notre travail, nous croyons qu'il est important de définir quatre concepts centraux dans notre recherche : *révolution*, *contre-révolution*, *lutte de classes* et *lutte du pouvoir*.

Révolution

Pour définir le concept de *révolution*, puisqu'il ne s'agit pas ici d'analyser le débat sur les différentes approches conceptuelles, nous allons nous référer à la définition donnée par Jack A. Goldstone dans *Toward A Forth Generation of Revolutionary Theory*. Cette définition précise que la révolution est «an effort to transform the political institutions and the justification for political authority in a society, accompanied by formal or informal mass mobilization and noninstitutionalized actions that undermine existing authorities» (Goldstone, 2001, p.142). Parce qu'elle nous apparaît être la plus complète et la plus récente, nous avons opté pour cette définition. Elle est particulièrement pertinente dans notre recherche pour deux autres raisons : d'une part elle est déjà issue d'un débat théorique, dans l'œuvre de Goldstone, sur le concept de révolution dans les récentes théories révolutionnaires. D'autre part, elle s'applique parfaitement dans le cas de la révolution afghane parce que cette dernière résulte justement d'un effort de transformation d'institutions politiques et de la justification d'une nouvelle autorité politique dans la société. Dans les années 1970, il y a eu une lutte violente pour changer le pouvoir politique en Afghanistan (Gupta, 1986).

Contre-révolution

Nous allons considérer la contre-révolution comme l'ensemble des mesures prises par un ou des groupes pour contrer les changements mis en place par une révolution.

Lutte de classes

Pour définir ce concept nous allons simplement reprendre la définition marxiste de la lutte de classes. La lutte de classes caractérise les enjeux et les tensions dans une société divisée en classes sociales où chacune lutte pour sa situation sociale et

économique. Selon l'analyse marxiste, le prolétariat et la bourgeoisie sont les classes émergentes qui s'affrontent depuis la naissance du capitalisme. (Éthier, 2003).

Lutte du pouvoir

Contrairement à la *lutte de classe* où les classes sociales antagonistes se combattent, par *lutte du pouvoir* nous entendons une course aux leviers du pouvoir par un individu ou un groupe d'individus, course dans laquelle l'enjeu n'est que de l'ordre du contrôle politique et non l'idéologie. Ici, les enjeux sont les intérêts personnels ou ceux d'un groupe de personnes issues ou non de la même classe.

CHAPITRE I

ANALYSE DES DISCOURS SUR L'AFGHANISTAN

Dans notre recherche, nous faisons face à plusieurs difficultés concernant notre revue de la littérature. Tout d'abord, il est pratiquement impossible d'accéder aux documents en sol afghan relatifs à la révolution de 1978. En ce qui concerne l'Afghanistan, nous n'avons accès qu'aux déclarations officielles. Cependant, nous avons consulté un nombre important d'auteurs afghans ayant publié à l'étranger et qui ont écrit sur notre objet d'étude. Par ailleurs, notre accès aux documents russes sur le sujet est limité à ce qui a été traduit. Finalement, et nous l'avons déjà souligné, on retrouve dans la littérature scientifique, peu de documentation sur la stricte question de la révolution afghane. Compte tenu de ces limites, il faut, à notre sens, étudier la période de 1978 à 1992 à partir de cette revue de la littérature mais dans la perspective d'une analyse critique et d'une confrontation des discours.

Notre présentation des textes lus se fera donc selon les trois thèmes décrits en introduction

- Le conflit afghan en regard de ses dynamiques internes (Emadi, 1990 et 1996 ; Khalilzad, 1980 ; Dupree, 1979 ; Akbar, 1991 ; Sen, 1986 ; Aseem, 1996 ; Dorronsoro, 2000 et 2001 ; Barry 1989 ; Gennari, 2001 ; Roy, 1985 ; Delcorde, 2001)
- Le conflit afghan comme querelle régionale (Borovik, 1990 ; Lévesque, 1990 ; Liviu, 1990 ; Barry, 2001 ; Bakshi, 1994 ; Achcar, 2003)
- Le conflit afghan en tant que phénomène relevant de la politique internationale (Hammond, 1984 ; Negaran, 1979 ; Coutrot et al. GERSS, 1980 ; Hartman, 2002 ; Dorronsoro, 1993 ; Milton, 2004 ; Cooley, 2002 ; Hershberg, 2003).

Nous ferons également ressortir que les auteurs choisis relèvent au moins de trois écoles de pensée : Réaliste, Marxiste et Constructiviste. Voyons une brève présentation de ces théories.

1.1 Le point de vue Réaliste

Les défenseurs de cette école de pensée prétendent analyser les relations internationales d'un point de vue objectif. Ils examineraient le monde tel qu'il est et non tel qu'il devrait être. Selon Viotti et Kauppi cette école de pensée est construite sur quatre thèses centrales :

Les États sont les seuls ou principaux acteurs des relations internationales; l'État est par nature unitaire; l'État est rationnel et vise constamment à maximiser son intérêt national, ce qui implique le recours périodique à la force; la sécurité et les questions politiques constituent l'unique ou la principale finalité de la politique étrangère (Ethier, 2003, p.25)

La vision réaliste privilégie les valeurs telles que l'ordre et la stabilité qui permettent de conserver le *statu quo*. Selon les réalistes, le système international est basé sur l'anarchie entre les États qui sont les acteurs principaux du système. Donc, le changement ne peut se faire que par un déséquilibre entre les grandes puissances. Chaque fois qu'il y a un déséquilibre, les grands États agissent, souvent par des alliances stratégiques afin de retrouver la stabilité. En ce sens, la bipolarité serait le meilleur système puisqu'il y a une stabilité permanente. Sur la question du changement de système, Raymond Aron le décrit comme suit: «La structure des systèmes internationaux est toujours oligopolistique. À chaque époque, les acteurs principaux déterminaient le système plus qu'ils n'étaient déterminés par lui.» (Aron, 1962, p. 104).

1.2 Le point de vue Marxiste

Selon cette théorie, depuis l'apparition de la propriété privée et de l'État, toutes les sociétés sont divisées en classes sociales. Marx explique que l'histoire humaine témoigne d'une certaine évolution. L'histoire nous démontre, selon lui, que la société esclavagiste est détruite par le développement du mode de production féodal qui, à son tour, fait place au capitalisme naissant, chacun de ces systèmes étant marqué par des rapports sociaux inégaux. Pour les marxistes, le système capitaliste classique est basé sur cette même structure sociale. Il y a la classe dominante qui possède les moyens de production, donc la richesse ; cette classe dominante contrôle l'État avec ses appareils de coercition par le biais desquels elle assure ses intérêts économiques et sociaux. Puis, il y a la classe laborieuse qui ne possède que sa force de production. Cette classe sociale est la source de production de la richesse par son travail, mais elle reste pauvre car elle n'a la mainmise, ni sur les moyens de production, ni sur l'État. Ce système divise le monde en classes antagonistes : la bourgeoisie et le prolétariat. Pour les marxistes, l'histoire démontre que chaque classe dominante finit par être écrasée par la classe exploitée. Comme le décrit Diane Éthier «L'analyse de l'évolution des sociétés humaines sur la base du matérialisme dialectique a donné naissance à la théorie marxiste de l'histoire : le matérialisme historique.» (Éthier, 2003, p.39).

1.3 Le point de vue Constructiviste

Finalement, nous avons relevé les travaux de quelques auteurs qui peuvent être considérés comme constructivistes. Le constructivisme est, selon Dan O'Meara :

Baptisé d'après une thèse partagée par toutes les approches critiques – selon laquelle «la réalité» des relations internationales est *socialement construite* – la théorie constructiviste souligne trois aspects de la politique mondiale :

Le rôle des règles, des normes, des valeurs culturelles, des idéologies et des pratiques représentationnelles dans la mise en place de la forme et du fond

des relations internationales. Ces structures idéationnelles sont comprises comme étant intersubjectives – des ensembles de significations, de dispositions et de perceptions partagées entre les acteurs (ou les sujets) ;

L'analyse du processus de construction des identités sociales des acteurs (agents) de la politique mondiale est essentielle pour comprendre leurs intérêts et leurs actions ;

Les manières par lesquelles les structures idéationnelles et les agents sociaux interagissent, se forment et s'influencent réciproquement – ce que l'on désigne comme la co-constitution de l'agent et de la structure. (O'Meara et Macleod, 2007, p. 181).

Notre analyse de la revue de la littérature mettra en évidence l'influence de ces écoles de pensée sur les auteurs, dans leur traitement du conflit afghan. Mais avant de l'explorer spécifiquement, il est important d'exposer certains événements qui entourent la période de la révolution afghane de 1978 allant jusqu'à l'intervention soviétique du pays, le but étant de bien connaître les enjeux sociopolitiques internes du pays à cette époque. Il s'agirait d'un manque de rigueur de négliger certains phénomènes politiques qui ont eu des conséquences importantes sur le déroulement de l'histoire afghane, événements qui se sont produits à la même période sur la scène régionale et internationale, particulièrement ceux qui sont directement en lien avec notre sujet.

1.4 L'Afghanistan à la veille de la révolution

Gouverné jusqu'en 1973 par le roi Mohamed Zaher Shah, l'Afghanistan, pays féodal, deviendra un lieu crucial de la Guerre froide. Les premiers événements importants de cette période commencèrent avec le premier coup d'État pacifique du 18 juillet 1973 qui détrôna le roi. Les éléments progressistes, mécontents des inégalités sociales, renversèrent le roi et instaurèrent, par la suite, un gouvernement républicain. Emilio Gennary décrit ce changement :

Ce changement rend possibles les activités du Parti Démocratique du Peuple de l'Afghanistan (PDPA), d'inspiration communiste, qui a pour base les rares intellectuels afghans qui résident dans les villes, les étudiants et quelques officiers des forces armées. Les principaux points de son programme sont : la réforme agraire, la libération de la femme et l'alphabétisation massive de la population. (Gennari, 2001, p.1)

Ainsi, la société afghane est en ébullition et l'État ne représente pas l'expression d'une identité unitaire. Cette société est de plus en plus polarisée entre les forces progressistes et conservatrices qui ne cesseront de s'affronter dans les années qui suivront. Le nouveau gouvernement se retrouve alors sous la pression des forces conservatrices traditionnelles. Ces dernières cherchent à se débarrasser des éléments progressistes et à conserver leur emprise sur la société imprégnée par l'ancien régime féodal. Par ailleurs, les forces progressistes veulent un changement radical pour transformer cette société traditionaliste, et ce, le plus rapidement possible. En 1975, il y a une tentative de prise de pouvoir par les forces conservatrices (Roy, 1984; Akram, 1996), mais elle échoue en laissant dans le gouvernement en place une crainte des forces conservatrices. Dans ce contexte, pour tenter d'apaiser les tensions, Sardar Daoud se tournera vers le Pakistan (Barry, 2001), l'Iran et l'Arabie Saoudite, qui soutenaient ses opposants.

Le point important à souligner ici, pour notre question de recherche, est que l'État ne serait pas une structure autonome (Ehmadi, 1996), mais plutôt un instrument de production et de protection d'intérêts de classe dont le contrôle est essentiel pour la survie d'une classe sociale dominante. C'est pourquoi son contrôle devient le centre de conflit. Par ailleurs, et nous y reviendrons plus en détail, chaque force, progressiste ou conservatrice, est composée de groupes non homogènes, notamment en termes de classes, qui ont donc des intérêts fort différents. Par exemple, les forces progressistes comptent des sociaux-démocrates issus de la classe aisée, des sociaux-nationalistes de la classe bourgeoise et des communistes.

En 1978, le secrétaire général du PDPA –Mir Akbar Khybar- fut assassiné par des inconnus (ces inconnus seraient des conservateurs islamistes, selon les

responsables du PDPA). Les jours suivant sa mort, le mouvement progressiste s'organisa davantage afin de créer un meilleur rapport de forces face à un gouvernement de plus en plus orienté du côté des conservateurs. À l'occasion des funérailles de l'ex-homme d'État, plus de 15 000 personnes manifestèrent dans les rues de la capitale (une première dans ce pays) pour dénoncer l'attitude du gouvernement qui tardait à trouver les responsables de l'assassinat. La confrontation devint alors plus directe. Le gouvernement se retrouva face à une situation difficile à gérer. Assem Akram (ancien combattant moudjahiddine), un des acteurs du conflit, décrit ainsi ce bouleversement :

Or, les événements se déroulèrent d'une manière qu'il n'avait pas (parlant du gouvernement en place) prévue. Pris de court, il décida, *in extremis*, d'agir. La nuit du 25 avril 1978, Radio-Kaboul annonça l'arrestation de sept des principaux responsables du PDPA. (Akram, 1996, p.97).

Le lendemain de ces arrestations (1978), il y aura un autre Coup d'État, et cette fois-ci, les communistes s'emparent du pouvoir et déclarent la Révolution de "Saur" d'avril. La majorité des auteurs s'accorde pour dire qu'elle était non planifiée et serait une coïncidence (Dupree, 1979 ; Hammond, 1984).

Ce gouvernement révolutionnaire met en place des réformes radicales, proposées dans le programme du parti décrit précédemment. La suite de l'histoire afghane sera marquée par des interventions de toutes origines (Pakistan, Arabie Saoudite, Iran, Égypte, Chine et États-Unis) qui visent à appuyer les forces conservatrices contre le gouvernement communiste soutenu par les soviétiques. Ces forces conservatrices étaient déjà actives sur le terrain (Dorronsoro, 2000 et 2001) mais trouvent désormais leur légitimité avec l'arrivée au pouvoir des communistes, ce qui constituerait à leur avis un danger pour l'Islam. À propos de l'aide américaine, qu'elle soit monétaire, technique ou autre (Cooley, 2002), nous allons de nouveau citer Emilio Gennari «En mars 1985, le président des États-Unis Ronald Reagan, autorise officiellement l'augmentation de l'aide que la CIA apportait aux moudjahiddins afghans depuis 1979. [...] de 1 milliard de dollars par an» (Gennari, 2001, p.2).

Face aux attaques des Moudjahiddines, *les combattants de la liberté de la foi*, selon Thomas Hammond (Hammond, 1984), le gouvernement afghan demandera l'intervention de son allié l'URSS (selon ces derniers). C'est donc l'entrée en scène de cette dernière, le 27 décembre 1979, qui déclenchera la plus grande bataille de la guerre froide.

Les Soviétiques sont donc intervenus un an et demi après la révolution afghane. Un grand nombre d'auteurs (Emadi, 1990 et 1996 ; Khalilzad, 1980 ; Duprée, 1979 ; Sen, 1986 ; Akram, 1996 ; Dorronsoro, 2000 et 2001 ; Barry 1989 ; Gennari, 2001 ; Roy, 1985 ; Delcorde, 2001) débutent leurs analyses à partir de ce point afin d'expliquer le conflit afghan.

1.5 Contexte régional et international

Sans s'attarder sur tous les aspects, il nous apparaît essentiel d'exposer un bref aperçu du contexte régional et international afin d'apporter plus d'éclaircissements sur notre sujet. Pour certains autres analystes (Barry, 2001 ; Borovik, 1990 ; Lévesque, 1990 ; Bakshi, 1994 ; Liviu, 1990 ; Achcar, 2003) le contexte régional et international des années 1970 semble avoir un rapport direct avec ce qui allait se passer en Afghanistan par la suite. D'une part, il y a eu des changements sociopolitiques dans la région qui affecteront la politique afghane. D'autre part, sur la scène mondiale, des phénomènes politiques changeront l'attitude des grandes puissances envers cette région du monde. Nous nous concentrerons ici sur quatre points qui nous semblent pertinents, voire essentiels dans la compréhension de cette recherche, soit :

- 1) La politique interne pakistanaise qui subit de grands bouleversements depuis 1973.

2) L'Iran où le Shah s'implique activement dans la politique régionale, mais se fait renverser par Khomeiny en 1979.

3) La défaite américaine au Vietnam et la perte de leur grand allié dans la région, le Shah d'Iran, qui mettent l'administration américaine à la recherche de nouvelles perspectives.

4) Enfin, la montée de l'intégrisme des Frères Musulmans, qui veulent retrouver l'unité d'un monde islamique propre à leur idéologie.

Une brève présentation de ces points démontrera leurs rapports avec notre objet d'étude.

Tout d'abord, il est intéressant de voir ce qui se passe au Pakistan, voisin et rival de longue date de l'Afghanistan, entre 1973 et 1979. Après la sécession du Bangladesh (qui se sépare du Pakistan suite aux élections gagnées par les nationalistes ce qui engendre le conflit entre le Pakistan oriental et le Pakistan occidental, et entraîne la guerre entre l'Inde et le Pakistan, en 1971), Zulfikar Ali Bhutto se retrouve chef d'administration militaire d'État et président du pays. Bhutto se fera ensuite élire comme premier ministre lors des élections démocratiques de 1973. Il mettra tout en œuvre pour moderniser son pays qui souffre de la récente séparation du Bengale, il tentera en outre de régler les problèmes socioéconomiques auxquels fait face la population pakistanaise. Par contre, Bhutto est rapidement confronté à des mouvements sécessionnistes dans son pays tel celui des Baloutches. Mais le plus important est celui des Pashtounes du nord-ouest, où ils forment la grande majorité, qui réclament avec force l'indépendance pour la North-West Frontier Province détachée de l'Afghanistan par les Anglais en 1893 par le tracé de la *Ligne Durand*. Ce n'est pas un phénomène nouveau comme le précise Michael Barry :

Le Pakistan, de son côté, consacre les deux premières décennies de son existence à consolider l'intégration de la North-West Frontier pashtoûne à son nouvel État national, pour y contrecarrer à jamais l'influence de Kaboul. (Barry, 2001, p.3.).

Mais le mouvement refait surface avec plus de force grâce à l'appui de l'Afghanistan qui considère ce territoire comme partie intégrante du sien. Cependant, le Pakistan de Bhutto va agir, cette fois d'une manière plus radicale, en instrumentalisant l'islamisme, ce qui marquera une nouvelle phase politique dans la région. Michael Barry rapporte que :

La crise éclate en 1974. L'arrivée au pouvoir à Kaboul, en 1973, du Daoud..., consterne le Pakistan... Le Pakistan recourt à son arme ultime. C'est le très laïque président Ali Bhutto – pourtant agnostique notoire – qui initie la trajectoire politique fatale : utiliser l'islamisme pour détruire l'État afghan voisin» (Idem).

En effet, par cette manœuvre, les politiciens pakistanais arrivent à contrer jusqu'à un certain point les mouvements de contestation nationalistes pashtoune et baloutche. Par le fait même, les tensions se calment relativement entre les deux pays.

Cependant, un événement historique, qui se produit en 1977 au Pakistan, va changer tragiquement non seulement le destin de cet État mais aussi de toute la région et particulièrement de l'Afghanistan. Il s'agit du coup d'État du général Zia (1977) contre le gouvernement démocratiquement élu de Bhutto. L'arrivée au pouvoir des militaires marque le début d'un intégrisme sans précédent qui ne cessera d'incendier la région entière, sinon une grande partie du monde et ce, jusqu'à ce jour. On peut lire de nouveau Barry sur ce sujet :

Car la situation se dégrade en 1977. À Islamabad, le général Zia ul-haq renverse le président Bhutto [Il s'agit d'une erreur de la part de l'auteur car Bhutto était à ce moment premier ministre et non président]. Ce coup d'État accentue l'islamisme interne du Pakistan et la dérive confessionnelle du régime. Le nouvel homme fort d'Islamabad associe en effet au pouvoir, pour la première fois depuis l'indépendance du pays, les partis fondamentalistes de l'opposition d'extrême droite religieuse. Face à l'Afghanistan laïque du prince Daoud, le général Zia continue à soutenir les islamistes afghans en exil à Peshawar. Les subsides sont versés à travers les réseaux islamistes pakistanais désormais étroitement contrôlés par les officiers de l'Inter-Services Intelligence (Idem, p.4).

Il est donc évident que le Pakistan subit de grands changements, voire des bouleversements, d'ordre politique dans les années 1970, lesquels ont des conséquences sur la vie politique afghane précédant la révolution de 1978.

Au même moment, l'Iran, l'autre grand voisin de l'Afghanistan et du Pakistan, vit également des changements radicaux. Le Shah d'Iran maintient de bonnes relations autant avec le gouvernement afghan qu'avec celui du Pakistan. Il joue le rôle de puissance régionale et de conciliateur entre les pays voisins grâce à ses pétrodollars, entre autres. C'est lui qui souvent tentera de calmer les tensions entre le Pakistan et l'Afghanistan tout au long des années 1970. Même dans les périodes les plus critiques, selon Barry «Le Shah persiste, toutefois, dans ses efforts de réconciliation. Il promet à Daoud de financer de grands ouvrages d'irrigation dans le sud-ouest afghan si le maître de Kaboul renonce à contester la ligne Durand.» (Ibid). Toutefois, le Shah ne restera pas au pouvoir. À son tour, il est victime d'un soulèvement populaire qui le pousse vers l'exil en 1979. La révolution islamique de Khomeiny ouvre une nouvelle page de l'histoire mondiale. Cette première révolution islamique ne fait pas qu'ébranler la société iranienne, mais elle change aussi la perspective de la politique internationale. Des étudiants iraniens envahissent l'ambassade américaine et réclament l'extradition du Shah, les États-Unis perdront leur grand allié. La politique internationale prend une nouvelle tournure et désormais des alliances vont prendre forme afin de faire face à cette déstabilisation régionale. Selon Barry :

Mais, en février 1979, le Shah est emporté à son tour par la tourmente, tandis que le Pakistan se voit confronté, en décembre de la même année, à l'internationalisation définitive de son duel avec Kaboul : c'est l'Armée rouge, désormais, qui campe dans un Afghanistan pointé contre l'Asie méridionale et l'entrée du Golf. La ligne Durand devient celle du "monde libre". Comment bloquer les Soviéto-Afghans sinon au moyen de l'islam? Washington, avec les maîtres du Pakistan, en devient convaincu (Ibid).

Les Américains, qui venaient de perdre la guerre du Vietnam, voient la situation géopolitique en péril dans cette région du monde, leur grand allié le Shah d'Iran en

exil. Craignant que les Soviétiques augmentent leur influence vers le Golfe persique, les Américains s'activent pour contrer cette avancée (Hammond, 1984).

Notre quatrième point découle du même contexte. Les Frères musulmans, le mouvement islamiste né en 1928 en Égypte avec Hasan Al-Bannâ, prennent de plus en plus de force dans le monde islamique à partir des années 1970. La nouvelle situation géopolitique devient très favorable à ce mouvement intégriste. En effet, ils trouvent de grands alliés qui ont certains intérêts communs, dont celui de combattre les socialistes, Union soviétique en tête. Barry mentionne que «Les États-Unis s'allient à une force idéologique montante et mondiale : l'islamisme intégriste sunnite enseigné au Caire et promu par Islamabad et Riyadh» (Ibid).

Ce phénomène islamiste, combiné à l'impérialisme américain, engendre un danger éminent pour l'intégrité de l'ex-URRS, le grand voisin du Nord de l'Afghanistan (Lévesque, 1990 et Liviu, 1990), compte tenu de la présence d'États musulmans en son sein, plus précisément en Asie centrale. L'ex-Union soviétique, qui a longtemps été influente dans la région et surtout auprès du gouvernement de Kaboul, ne reste pas sans réagir et envoie son armée pour empêcher la chute du régime marxiste, chute qui créerait un déséquilibre régional. C'est l'analyse que partagent plusieurs penseurs réalistes (Hammond, 1984 ; Negaran, 1979 ; Coutrot et al. GERSS, 1980 ; Hartman, 2002 ; Dorronsoro, 1993 ; Milton, 2004 ; Cooley, 2002 ; Hershberg, 2003).

1.6 L'analyse du conflit par les auteurs Marxistes

Nous avons vu plus haut comment la société afghane était en ébullition, mais pourquoi ? Les thèses de certains auteurs (Ehmadi, 1996 et 1997 ; Gennari, 2001) consistent à dire que l'Afghanistan était gouverné par une monarchie jusqu'en 1973, mais que les vrais maîtres étaient les seigneurs féodaux conservateurs. Comme dit Emilio Gennari «Le vrai pouvoir est aux mains d'une poignée de propriétaires terriens qui n'hésitent pas à utiliser la religion musulmane pour légitimer sa

domination.» (Gennary, 2001, p.1). De plus, c'était un pays très pauvre dans les années 1970 (et il l'est demeuré encore aujourd'hui en raison de la guerre). Donc, les penseurs marxistes parlent d'une confrontation entre des classes sociales antagonistes. C'est exactement cette constatation qui appuie la thèse du premier coup d'État en 1973. Les forces sociales internes du pays avaient compris que si elles voulaient du changement, il fallait qu'elles s'emparent de l'État en intervenant par la force et en accaparant le pouvoir. À cet égard, la citation suivante d'Assem Akram sur le coup d'État afghan de 1973 est révélatrice :

Pour le coup d'État de Daoud du 18 juillet 1973, les opinions sont partagées sur la question de savoir s'il a été soutenu, voire guidé par les Soviétiques ou bien s'il se fit de manière entièrement afghane. Mir-Mohamed-Siddiq Farhang, historien et diplomate afghan, cite le vice-premier ministre des Affaires étrangères de l'époque, Samad Ghawss, qui considère que le coup d'État fut d'initiative entièrement interne. D'ailleurs les dépêches de l'ambassade américaine à Kaboul, relatant l'événement, confirment le fait. (Akram, 1996, p. 70).

Cette confrontation de classes, qui peut apparaître comme une lutte de clans pour certains (Roy, 1985), peut confirmer le point de vue marxiste à l'effet qu'il y a effectivement lutte de classes. Par ailleurs, avec la coalition entre les moudjahiddines et les intervenants extérieurs comme le Pakistan, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Américains, qui a perduré tout au long de la guerre, on constate une alliance entre des forces conservatrices, religieuses et capitalistes qui mènent le combat contre le danger imminent d'une révolution communiste.

1.7 Analyse du conflit par les auteurs Réalistes

Si on analyse le cas afghan d'après les auteurs proches de la vision réaliste, on remarque tout de suite qu'il y a des enjeux politiques qui découlent de la situation géopolitique régionale et internationale, et que la guerre en Afghanistan peut être

expliquée par ce contexte. D'abord, il y a plusieurs États qui interagissent sur le terrain (le Pakistan, l'Iran, l'Égypte, la Chine, les États-Unis, l'Union soviétique ainsi que l'Arabie Saoudite). Comme nous le savons, pour les réalistes, le système international est anarchique et chaque État agit selon ses propres intérêts nationaux. Le Pakistan, l'un des principaux acteurs de cette guerre, intervient par le biais d'appuis aux Islamistes afin de préserver sa souveraineté menacée par les nationalistes Pashtounes et Baloutches. Par ailleurs, cette intervention augmenterait le risque d'une guerre en Afghanistan et mettrait sa survie en péril. L'action du gouvernement pakistanais prend donc son sens dans le concept réaliste de *sécurité* qui définit les questions politiques comme unique constituante et unique finalité de la politique étrangère. Pour les réalistes, on peut justifier l'action de l'État pakistanais comme une action rationnelle dans l'intérêt national, puisque tous les gouvernements pakistanais ont agi de la même façon face à l'Afghanistan. Autrement dit, ce n'est pas la nature du régime qui change les comportements des dirigeants. Les dirigeants politiques pakistanais, qu'ils soient démocrates comme Bhutto ou dictateurs tel le général Zia, ont poursuivi les mêmes intérêts nationaux et ce, de la même manière, c'est-à-dire par des actions dirigées contre leur ennemi afghan. Il appert donc que ce sont les concepts réalistes, tels que les *États comme acteurs rationnels* et les *intérêts nationaux* qui guident les actions d'État décrites plus haut.

Si on observe le cas de l'Iran, qui est le deuxième acteur clé dans le conflit afghan, on constate les mêmes phénomènes. Que ce soit le Shah d'Iran (monarque) ou Khomeiny (dirigeant de la révolution islamiste), tous deux présenteront la même politique étrangère en ce qui concerne l'Afghanistan. Le Shah a depuis longtemps mené une politique interventionniste envers l'Afghanistan. Bien qu'elle soit plus économique que militaire, elle a toujours eu le même but : tenter de maintenir une stabilité dans la région. L'Iran du Shah est intervenu à plusieurs reprises dans des conflits entre l'Afghanistan et le Pakistan lorsqu'une instabilité régionale allait à l'encontre de ses intérêts nationaux. L'Iran, composé de divers groupes ethniques,

craint toujours un soulèvement de l'un ou l'autre de ces groupes, plus particulièrement chez les Baloutches et les Kurdes qui ont toujours eu des revendications nationalistes. Il y avait également des groupes politiques de tendances socialistes qui étaient très actifs en Iran. L'arrivée de Khomeiny ne changera aucunement les objectifs de la politique iranienne à l'égard de l'Afghanistan. Pourtant cette politique deviendra plus agressive. Désormais l'Iran accueille et finance huit groupes de combattants islamistes qui combattront le gouvernement socialiste afghan. Par ailleurs, tel que nous l'avons déjà mentionné, avec Khomeiny s'installe une instabilité d'ordre international. Désormais le conflit afghan attirera les grands acteurs internationaux, les superpuissances ; Union soviétique et États-Unis. Dans son mémoire concernant l'intervention soviétique en Afghanistan, Liviu Groza propose la thèse suivante :

La quatrième thèse que l'on pourrait qualifier « d'intervention défensive », fait de l'impératif de sécurité le premier déterminant de la politique extérieure de l'URSS, déterminant qui, aux dires de plusieurs auteurs, passerait bien avant le besoin de propager le socialisme dans le monde. On aura évidemment à l'esprit ce syndrome de l'encerclement qui fut longtemps attribué à Staline et à ses collaborateurs. Dans le cas qui nous occupe, le péril pour l'URSS aurait été constitué par le renversement du régime du Shah en 1978 par les forces intégristes se réclamant de l'imam Khomeiny. Le péril ne provenait pas tant des orientations théocentriques adoptées... mais surtout du fait de la montée des tensions entre Téhéran et Washington... Selon cette thèse le danger résidait d'abord et avant tout dans l'éventualité d'une intervention militaire directe des États-Unis en sol iranien; il résidait ensuite dans le déséquilibre dans lequel semblait désormais plongée la région, en raison du renversement du régime prooccidental et pro Saoudien du Shah... Finalement, cette nouvelle donne aurait forcé l'URSS à agir. Et ce, à des fins préventives. (Groza, 1990, p.16).

Cette citation souligne l'entrée en jeu des deux grandes puissances dans le conflit afghan qui, de conflit régional, devient conflit international. Conformément à l'analyse réaliste, les grands acteurs du système international agissent aussitôt qu'il y a un danger pour l'équilibre du système. Comme le conflit afghan a créé un déséquilibre et que le départ du Shah d'Iran a permis la transposition de ce

déséquilibre régional en déséquilibre international, l'intervention soviétique en Afghanistan ainsi que le rôle joué par les Américains dans le conflit seraient justifiés. Et si les Russes interviennent, il appert qu'au-delà d'une idée de propagation du socialisme, il s'agit davantage de la défense d'intérêts nationaux ainsi que de sécurité nationale. On peut faire le même constat à l'égard des Américains. S'ils s'allient avec les fondamentalistes tels les Frères Musulmans et d'autres factions conservatrices, c'est dans le seul but de défendre leurs intérêts nationaux ainsi que de préserver le système capitaliste face au danger communiste (Hartman, 2002).

Perdant le pouvoir en 1978, l'élite dirigeante de l'Afghanistan a reçu un fort appui du monde capitaliste, particulièrement de l'hégémon américain, afin de combattre la révolution qui s'enclenchait. L'Afghanistan n'avait aucune raison d'attirer autant d'attention, mais il est devenu une plaque tournante dans les années 1980, et a constitué une menace pour le reste du système capitaliste mondial. Les Américains et leurs proches alliés islamistes ont investi des milliards de dollars dans cette guerre (Cooley, 2002 ; Milton, 2004 et Hartman, 2002), apportant aussi de l'armement, une technologie et un entraînement militaire, dans le simple but d'assurer la survie du système international capitaliste. Loin de l'Occident et du glacis de l'URSS, l'Afghanistan pouvait être utilisé comme champ de bataille décisif entre deux idéologies antagonistes, capitaliste et communiste.

1.8 La vision Constructiviste du conflit

Le troisième courant de pensée met davantage l'accent sur l'identité culturelle et communautaire ainsi que sur la position géographique de l'Afghanistan, pour expliquer ce conflit. Pour Olivier Roy, un des spécialistes de ce pays, c'est la menace d'athéisme des communistes qui expliquerait le bouleversement de la société afghane (Roy, 1984), d'autant plus qu'il définit l'islam comme étant la pierre angulaire de l'identité de tous les Afghans. Dans son texte *État et société en*

Afghanistan, il tente de démontrer que la société afghane est non étatique et plutôt formée de micro-organisations indépendantes de l'État (tribus, Qawn, solidarité villageoise, etc.). «Il est toujours un peu artificiel d'opposer l'État à la société. Pourtant cette séparation a, en Afghanistan, une évidence empirique ; elle se constate dans l'habitat rural où les constructions administratives restent à l'écart des lieux habités...» (Roy, 1985). Ainsi, selon Roy, toute tentative d'étatisation de cette société est vouée à l'échec. Il identifie quatre réseaux antagonistes opposés au pouvoir central : tribal, soufi, clérical et islamiste.

Pour sa part, Raoul Delcorde met en évidence la position géographique qui rend difficile l'unité nationale, ce qui explique, à son avis, les problèmes sociaux et politiques du pays (Delcorde, 2001). Ces mêmes facteurs donneraient lieu aux interventions régionales et internationales.

Espace cloisonné, isolé de la mer, l'Afghanistan a été, pourtant traditionnellement un verrou stratégique convoité par ses puissants voisins (Persans, Indiens, Russes)...Il a été longtemps la proie de rivalités régionales, d'autant plus fortes qu'il n'était guère unifié lui-même ; pour citer l'ethnologue suisse Pierre Centlivres, «l'Afghanistan est un état faible avec une forte culture». La géographie influe sur le processus politique : un monde clos de vallées habitées par des clans souvent hostiles ne prédispose guère à l'unité. D'où la difficulté à être un véritable État et l'extrême porosité des frontières afghanes, tant avec le Pakistan (à cause des populations pachtounes des deux côtés de la frontière) qu'avec les pays musulmans d'Asie centrale (en particulier le Tadjikistan où la majeure partie de la population est persanophone comme le sont les Tadjiks afghans).

1.9 Synthèse

Nous pouvons résumer sommairement notre revue de la littérature de la manière suivante : nous discernons que peu de spécialistes se penchent et nous informent sur les sources réelles du conflit actuel. Comme le démontre notre recherche, la révolution afghane est l'élément essentiel marquant le début d'un conflit qui perdure

depuis près de trente ans. La plupart des analyses nous présentent le conflit à partir de la soi-disant invasion soviétique. Selon eux, le conflit commence avec ce qu'il considère être une invasion. Cependant, quand on se réfère à la position opposée, c'est-à-dire celle de ceux qui soutiennent le rôle de l'Union soviétique et le considère plutôt comme une intervention sous forme d'aide au gouvernement afghan, par opposition à une invasion, il en ressort qu'il y a bien eu une révolution afghane en 1978, dans un contexte de soulèvement populaire. C'est la problématique que nous avons abordée : pourquoi une telle divergence d'opinions sur un même cas d'étude ? S'agit-il bien d'une révolution ou d'une invasion ?

Dès le départ, notre travail a mis en lumière un premier point qui peut aider à répondre à cette question. En effet, ces positions antagonistes sont défendues par des courants de pensée opposés, qui sont également des partis antagonistes sur le terrain. Il s'agit, d'une part, des partisans de l'école Réaliste, qui exposent le problème comme étant un conflit interétatique à l'intérieur du système international où chaque État agit en fonction de ses intérêts nationaux. D'autre part, il s'agit des partisans de l'école de pensée Marxiste, qui analysent le conflit comme un conflit de classes sociales à l'intérieur de l'État afghan, cette guerre de classes s'élargissant au niveau régional puis au niveau international. Les Constructivistes, pour leur part, mettent de l'avant tant les spécificités de l'organisation sociale, de la géographie et des conflits de valeurs sociales, pour donner une autre perspective du conflit afghan.

Après avoir analysé le contexte dans lequel a évolué le conflit afghan tout au long des années 1970 jusqu'à l'intervention soviétique de 1978, après avoir également considéré le contexte régional et international de la même époque, nous avons constaté que les analyses basées sur les visions Réaliste, Marxiste et Constructiviste nous aident à comprendre le conflit et démontrent que chacun de ces groupes offre des explications plausibles sur certains points bien précis de notre cas d'étude. Par contre, il ressort clairement de notre revue de la littérature que ces trois écoles de pensées interprètent un même phénomène sociopolitique à trois niveaux

différents : dynamisme interne, querelle régionale et conflit afghan en tant que phénomène relevant de la politique internationale. Nous remarquons cependant que les chercheurs ont rarement abordé le conflit afghan à travers un débat théorique pour synthétiser les discours.

Nous constatons que tout le corpus traitant du conflit afghan est incomplet car il y manque un dialogue théorique entre les auteurs. Cette absence de dialogue théorique limite notre compréhension de la société afghane et, du même coup, celle de la nature du conflit et de ses facteurs déterminants.

D'une part, certains auteurs nient la révolution afghane au profit de l'invasion soviétique au nom des spécificités sociale et géographique de l'Afghanistan. D'autre part, il y a des auteurs qui mettent la révolution afghane au centre de leurs analyses.

Parmi ceux qui parlent de la révolution et la défendent, on trouve ses partisans actifs. Par ailleurs, d'autres auteurs analysent la dynamique interne du régime marxiste et l'influence soviétique sur le régime lors de la révolution, ainsi que le conflit clanique au sein des dirigeants afghans et leurs conséquences. Donc, certains parlent de cette révolution, mais d'une manière incomplète pour au moins deux raisons : moment historique fini dont on voit mal l'impact sur la suite de l'histoire afghane ; absence d'analyse des interactions entre la lutte de classes aux niveaux national, régional et international, avant, pendant et après la révolution et ses conséquences.

Pour une meilleure compréhension, tant de la révolution de 1978 que du conflit afghan actuel, il faut en analyser les dynamiques internes, sans négliger les événements centraux du passé sociohistorique de ce pays. C'est ce que nous allons aborder dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

DYNAMIQUE INTERNE DU CONFLIT AFGHAN DE 1978-92

Pour bien saisir notre objet de recherche, qui consiste à analyser la révolution afghane de 1978 en rapport avec les enjeux régionaux et internationaux, dans le contexte de la guerre froide, il faut maintenant voir les dynamiques internes du conflit afghan de 1978 à 1992. Ce deuxième chapitre vise donc à exposer les facteurs sociopolitiques expliquant la lutte de classes qui engendre la révolution afghane de 1978 et la contre-révolution qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Nous allons aborder quelques éléments essentiels, démontrant l'existence d'une lutte de classes à l'intérieur du pays, aspect souvent négligé dans les analyses sur l'Afghanistan. Dans un premier temps, nous ferons une brève présentation sociopolitique de l'Afghanistan. Ensuite, nous essaierons d'expliquer certaines sources des tensions internes en Afghanistan. En dernier lieu, nous décrirons les forces politiques présentes dans le pays au moment de la révolution.

2.1 Brève présentation sociopolitique de l'Afghanistan

L'Afghanistan se trouve au cœur de l'Asie. Bordé à l'est et au sud par le Pakistan, à l'ouest par l'Iran, au nord par les anciennes républiques soviétiques (Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan) et lié à la Chine par le corridor du Wakhan, il est le point de passage entre l'Asie centrale et le sous-continent indien.

Quand nous nous référons à l'histoire de l'Afghanistan, nous constatons rapidement l'ampleur de toute tâche d'analyse, ce pays ayant une histoire de plus de dix mille ans. Il faut souligner le fait que ce territoire a connu de grands changements à travers ses dix mille ans d'existence ; notamment, diverses cultures et religions s'y sont succédées. Sayyed Bahadur Shah Zafar Kakakhel fait une étude exhaustive sur

l'origine des pashtounes dans son livre «Des pashtounes à la lumière de l'histoire»¹ (Kakakhel, 1999) malheureusement uniquement disponible en pashtoun. Par exemple l'islam qui semble si important dans l'identité afghane pour certains auteurs (Olivier, Tommas et Barry) n'est pas la seule référence identitaire dans la région. Cette religion fait son apparition sur ce territoire aux septième et huitième siècles avec les conquêtes arabes. Kakakhel nous démontre, par l'analyse anthropologique de la région ainsi que par une lecture très large de la documentation existante dans le sous-continent indien, qu'il y a eu des passages de plusieurs cultures et religions tels des hellénistiques, bouddhistes hindous, sikhs, musulmans. La plupart de ces religions et cultures s'y trouvent encore aujourd'hui. Ainsi, quand certains parlent de l'identité afghane basée sur les valeurs islamiques, nous constatons qu'ils négligent ce fait historique de construction et reconstruction des identités en Afghanistan.

Tout en sachant l'importance de prendre en considération les événements du passé, nous devons circonscrire la période de cette riche histoire. Nous ferons donc un retour sommaire jusqu'à 1747, date de la création de l'Afghanistan moderne, afin de mieux comprendre les circonstances de la construction de l'État, instrument fondamental dans la lutte du pouvoir, lutte des intérêts, puis instrument important de la lutte de classes dans l'histoire afghane (Emadi, 1990). Ainsi, nous nous concentrerons sur l'histoire moderne de l'Afghanistan, ce qui nous aidera à comprendre l'évolution sociopolitique menant à la révolution afghane de 1978 et la contre-révolution qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

2.1.1 L'Afghanistan moderne depuis 1747

En 1747, Ahmad Shah Abdali, de la tribu Durrani, fonde l'Afghanistan moderne, le pays que nous connaissons actuellement (même si le tracé des frontières a changé). Ce fait marque au moins deux changements importants dans la région : d'une part, il

¹ Ce livre est une étude anthropologique sur les origines des pashtounes vivants sur les deux côtés de la frontière afghano-pakistanaise et publié chez University Book agency, Khybar Bazar, Peshawar.

est essentiel de dire que les tribus pachtounes, unies sous la forme d'une confédération tribale, éliminent la dominance perse et mogole sur leur territoire. D'autre part, il marque le retour des pashtounes comme force dominante de la région. Cependant, cette fois le nationalisme est central, d'où l'apparition du nom Afghanistan, désignant le pays des pashtounes. (Kakakhel, 1999 ; Rossignol et Dupaigne, 1996). Cette domination, sous la forme de la confédération des tribus pachtounes, marquera l'histoire afghane jusqu'à 1978, voire jusqu'à aujourd'hui. Friedrich Engels, avec Karl Marx, fut un des premiers chercheurs en Occident à écrire sur l'Afghanistan et son histoire ainsi que sur sa situation politique. Son texte «L'Afghanistan» est paru dans le *New American Cyclopedia* en 1858.²

Nous constatons, à la lecture de ce texte, que cette domination dite pachtounes n'est rien d'autre que le pouvoir exercé par une tribu sur tout le territoire afghan. De fait il s'agit plus précisément du pouvoir de certains clans de la tribu Durrani au nom des Pashtounes. Cette domination prendra la forme de la dynastie d'Ahmad Shah qui n'hésitera pas, de temps à autre, à utiliser l'islam et le concept de nation pachtounes pour assurer sa gouvernance sur le pays, au détriment d'autres groupes linguistiques, culturels et religieux (Marx et Engels, 2002). De plus, cet État-nation n'a jamais profité à tous les Pachtounes et encore moins aux autres groupes ethniques présents sur le territoire.

La deuxième moitié du 18^e siècle de l'histoire afghane est marquée par les expéditions de l'empereur afghan, Ahmad Shah Abdali, vers les territoires avoisinants. Il fait de grandes conquêtes sur le sous-continent indien jusqu'à New Delhi, Bangal, Kashmir, les territoires couvrant l'actuel Pakistan ainsi qu'une partie de la Perse (Kakakhel, 1999 ; Barry, 1989 et Engels, 2002 [1858, l'année d'origine]). Il a aussi élargi ses frontières vers l'Asie centrale. Avec la formation de ce nouveau royaume, une nouvelle aristocratie prend forme. La famille royale et ses vassaux seront les maîtres du territoire, ce qui veut dire qu'ils auront le contrôle de la

² Karl Marx, Friedrich Engels «Du colonialisme en Asie, Inde, Perse, Afghanistan», Mille et une nuits, 2002.

richesse du pays. Ces mêmes familles se trouveront à la tête de la gouvernance politique et économique de l'Afghanistan jusqu'au 20^e siècle (Dupaigne, 2002).

La première moitié du 19^e siècle est marquée, à l'inverse, par les rivalités internes des successeurs de l'empereur qui rendront le royaume afghan vulnérable aux invasions externes. Ce sera le déclenchement de la lutte de pouvoir au sein de la classe dominante, plus précisément la tribu Durrani, qui va entraîner l'affaiblissement du royaume. Shah Zaman, Shah Choudja et Shah Mahmoud, les petits-fils d'Ahmad Shah, se livreront des guerres sans merci pour s'emparer du trône. Leur lutte donnera avant tout l'opportunité aux Britanniques de faire une importante incursion dans la région et particulièrement sur le sud-est de l'Empire afghan de l'époque. C'est dans ce contexte que la première guerre anglo-afghane a lieu en 1839-42. Cette guerre, autant par ses facteurs que par ses conséquences, va engendrer une nouvelle dynamique dans la région, dynamique qui se répétera à plusieurs reprises jusqu'à aujourd'hui.

Les éléments essentiels de cette guerre se trouvent dans la poussée impérialiste britannique en Asie. L'Empire britannique va exploiter les querelles internes de la région de la Perse et du sous-continent indien afin d'élargir son empire. Karl Marx, dans ses textes parus dans *New York Daily Tribune* en 1857, fait une analyse critique du colonialisme en Asie et présente un tableau détaillé des conflits de cette région, engendrés par les intérêts capitalistes. Il démontre comment l'Angleterre, la France et la Russie s'activent pour s'emparer de la richesse de cette région à travers leur colonisation et leur influence grandissante en Perse, en Inde et en Afghanistan. On constate déjà l'encerclement de l'Afghanistan par les grandes puissances. D'une part, les Anglais avancent avec la complicité des Sikhs qui s'emparent du sud-est du territoire afghan (grande partie de l'actuel Pakistan) (Kakakhel, 1999). D'autre part, ils provoquent les Perses contre son voisin de l'est. La Perse, aussi en interaction avec la France et la Russie, envahira son cousin rival en 1838 et fera le siège d'Hérat.

Le prince afghan, Dost Mohamad Khan signe un traité avec la Perse, qui s'était alliée à la Russie, mettant fin au siège. En décembre 1838, les Anglais n'ayant pas donné leur aval au chef afghan, décident de le punir et envahissent l'Afghanistan à partir du Sind et se rendent à Kaboul le 6 août 1839. Ils mettront symboliquement sur le trône Shah Choudja mais le réel pouvoir restera entre les mains du général anglais McNaghten (Marx et Engels, 2002). Cependant, le séjour de l'envahisseur ne durera pas longtemps. En 1841, la forte insurrection afghane finira par provoquer la défaite des anglais qui subiront de lourdes pertes, dont la mort de McNaghten.

Nous voulons faire ressortir ici la façon dont les querelles internes du pays relèvent des conflits d'intérêts locaux et régionaux. À l'intérieur de chaque groupe dominant, voire de la même tribu exerçant le contrôle sur un espace donné, il y a lutte de pouvoir. Nous soulignons également que ce type de conflits facilite les interventions externes jusqu'à l'invasion de grandes puissances.

Nous énumérerons maintenant les grandes lignes des événements marquants jusqu'en 1973.

1855 : Après l'installation au pouvoir de Dost Mohammad Khan (celui-là même que les Anglais avaient défait et capturé) suite au deuxième coup de force des Britanniques pour venger leur défaite, l'Afghanistan deviendra la zone tampon entre l'Empire britannique et la Russie. Les Anglais veulent empêcher la Russie de s'approcher de leur colonie indienne et d'accéder à la mer chaude.

1878 : Début de la deuxième invasion britannique officielle. Après leur victoire, les Anglais imposent le traité de Gandamak. Ce traité permettra à Amir Abdur Rahman Khan (au pouvoir de 1880 à 1901) de contrôler son territoire et de l'étendre vers le nord en échange de l'acceptation de la légitimité anglaise sur la politique étrangère du pays, ainsi que de la limitation des nouvelles frontières au sud-est. Dans les années qui suivent ce traité, Amir Abdur Rahman Khan entreprendra l'islamisation

par la force de la région païenne du Kafaraistan (pays d'infidèles) qui devient le Nouristan (pays de la lumière).

1893 : L'Anglais Mortimer Durand, l'Indian Foreign Secretary, trace la ligne portant son nom, qui sépare l'actuel Afghanistan de sa partie sud et sud-est, séparant ainsi en deux le territoire des Pashtounes. Cette ligne sera le fondement de futurs conflits entre l'Afghanistan et le Pakistan, quand ce dernier sera créé (1947).

1919 : Accession au trône d'Amanullah Khan et troisième guerre anglo-afghane marquant la fin de l'emprise britannique sur la politique étrangère et son influence sur le royaume afghan. Khan signe le traité de non-agression avec l'Union soviétique qui garantit la sécurité de la souveraineté afghane.

1919-29 : Période réformatrice. Amanullah Khan entreprend des réformes dont les grandes lignes sont : éducation massive partout dans le pays, autant pour les femmes que pour les hommes ; changement social tel le code vestimentaire (il donnera l'exemple en présentant en public son épouse sans le voile) ; modernisation de l'État et de l'armée ; adoption d'une première constitution assurant l'égalité ethnique, religieuse ainsi que l'égalité entre les sexes.

1929 : Rébellion orchestrée par les Anglais et appliquée par les groupes religieux. Le roi réformateur quitte le pays et un Tajik, Habibullah Khan, surnommé le porteur d'eau, s'empare du pouvoir abandonné. Les réformes sont annulées (Emadi, 1990, p.5).

1929-33 : Règne de Nader Kahn, cousin d'Amanullah. Il organise une expédition avec l'aide des tribus pashtounes (les Durrani) au nom de son cousin, et détrône Habibullah Khan. Après avoir pris le pouvoir par la ruse, il introduit une nouvelle politique au nom du pouvoir des Mossahéban : alliance de la famille royale, des chefs féodaux et du clergé musulman, pour gouverner le pays. L'instrumentalisation du nationalisme et de la religion est institutionnalisée.

1933 : Mort de Nader Khan et succession par son fils, Zahir Shah. Tous les leviers du gouvernement sont contrôlés par une seule famille : les oncles et les cousins du roi auront tous les postes importants jusqu'en 1973. Les vingt premières années du règne de Zahir Shah sont marquées par une période de noirceur, mais paisible, semblable à celle de Duplessis au Québec.

1946 : Premier syndicat étudiant, illégal mais toléré.

1947 : La première organisation de gauche prend forme à Kandahar, sous le nom de «Wikh-i-zalmayân» qui signifie l'éveil de la jeunesse.

1949 : Première élection libérale au pays, près de 50 candidats de gauche sont élus dans un parlement de 120 membres. Apparition des journaux libéraux urbains : Nida-yi-khalq (la voix du peuple), Watan (pays) et Angar (flamme). Cependant, la famille royale voyant ces journaux comme une menace au statu quo, les bannira avant les élections de 1952. Le gouvernement arrête certains des opposants clés, après avoir opprimé violemment les manifestations qui réclamaient l'autorisation des partis politiques (Akbar, 1991; Dupree, 1979).

1950 : Début du capitalisme et introduction de petites industries modernes.

Dans ces mêmes années, Ismaël Balkhi, un musulman shiite respecté par sa communauté, fonde le Qiyâm-i islâm (Révolte de l'Islam).

1953 : Arrivée de Sardar Daoud, cousin et beau-frère du roi, au poste de premier ministre. Cet événement marque une nouvelle ère de progrès sociaux. Daoud met l'accent sur l'éducation en accentuant la création d'écoles et d'universités ainsi que d'institutions militaires pour moderniser l'État et le système économique. Cela donnera naissance à une classe moyenne et petite bourgeoise. Ce même processus enclenche des mouvements sociaux et la création de partis politiques. Sa politique étrangère est marquée par un rapprochement avec l'U.R.S.S. et une confrontation avec le Pakistan sur la question du Pashtounistan.

1957 : Première réunion des *ulemâ* (docteurs en théologie musulmane) sous la direction de Ghollâm Niâzi, doyen de la faculté de théologie de Kaboul, inspiré par les Frères musulmans égyptiens. Dix ans plus tard, en 1968, Abdul Rahim Niâzi suivra cette même ligne en fondant l'Organisation des jeunes musulmans, parti islamiste, mais cette fois les membres seront des étudiants dont Rabbani, Massoud et Hekmatyar.

1963 : Daoud démissionne en raison de désaccords avec le roi Zahir qui lui refuse les réformes demandées. Paradoxalement, après son départ, le roi décide d'accorder certaines libertés politiques dont la liberté de presse.

1964 : Promulgation par le roi d'une nouvelle constitution assurant un minimum de libertés politiques.

1965 : Création du Parti Démocratique du Peuple d'Afghanistan (PDPA).

Élections parlementaires, certains membres de PDPA notamment Karmal seront élus (mais n'ont pas le droit de représenter leur parti). Cependant, le roi refuse l'implantation des partis politiques et la création des conseils provinciaux et municipaux, pourtant prévus dans la nouvelle constitution, craignant la victoire des communistes afghans déjà bien implantés grâce à la loi sur la presse.

Le premier journal officiel Khalq (Peuple) du PDPA est publié par Nur Mohammad Taraki. Ce dernier se déclare ouvertement en faveur du changement social inspiré par la révolution d'octobre 1917. Le journal sera banni en mai 1966 sous la pression de la Chambre Haute du parlement qui le juge anti-islamique, anti-monarchique et anti-constitutionnel.

1966 : Création d'Afghan Mellat (Nation afghane), parti nationaliste pashtoun de Gholâm Mohammad Farhad.

1967 : Division du PDPA en deux : le Khalq (Peuple), sous la direction de Taraki, plus radical et majoritairement Pashtoun et le Parcham (Drapeau), dirigé par Babrak

Karmal, modéré, ethniquement diversifié et représentant la classe moyenne. Chaque faction publiera son propre journal portant son nom.

1968 : Mohammad Osman Landai, pro-Pékin, et Taher Badakshani, maoïste, quitteront à leur tour le Khalq et le Parcham et créeront leurs propres journaux Shu'la-yi-jawid (Brasier éternel) et Setem-i-mili (Contre l'oppression nationale).

Premières grèves des travailleurs à Kaboul, Kandahar, Baglan et Kundouz. Celles des étudiants de Kaboul, Nimroz, Kandahar, Parwan et Paktiya suivront.

À Kaboul, une importante manifestation étudiante remet en question le pouvoir royal.

1969 : Dernières élections parlementaires sous la monarchie. Notons que les membres de PDPA seront réélus, mais toujours comme indépendants.

1971 : Une famine touche tout le pays faisant un million de victimes.

1973 : Chute de la monarchie et instauration de la république.

Nous avons présenté sommairement l'évolution sociopolitique de l'Afghanistan depuis 1747. Ce survol nous a permis de comprendre la formation de la société afghane qui aura traversé plusieurs étapes et transformations avant de prendre la forme que nous lui connaissons aujourd'hui. Ces transformations sont marquées par des influences et passages successifs de conquérants, de cultures et de religions. Nous avons également mis en lumière, dans le deuxième chapitre, le contexte de l'avant-révolution de 1978. Par ailleurs, il est nécessaire de présenter sommairement la multiplicité de cette société. Encore aujourd'hui, ce pays complexe est composé d'un large éventail de groupes ethniques, linguistiques, religieux et culturels.

2.1.2 Divisions ethniques, linguistiques, religieuses et culturelles

Il s'agit ici de présenter un portrait simplifié de la mosaïque ethnique, linguistique, religieuse et culturelle de l'Afghanistan. Simplifié puisque, compte tenu de sa richesse et de sa complexité, un travail entier pourrait y être consacré. Simplifié, aussi et surtout, parce qu'il est intéressant de savoir qu'il n'y a pas eu de réel recensement en Afghanistan avant 1982 (Barry, 1889) et que même celui-ci est contestable (le pays était, rappelons-le, dans un contexte de guerre). Autrement dit nous présentons ce portrait avec toutes les réserves qu'il requiert.

Par ailleurs, nous sommes conscient que nommer, dénombrier et recenser sont des outils ayant des visées politiques qui peuvent avoir des conséquences importantes. Facil Tesfaye expose dans son mémoire *Statistique(s) et génocide au Rwanda : sur la genèse d'un système de catégorisation «génocidaire»* (Tefaye, 2007) que les recensements statistiques sont des outils politiques qu'un État peut utiliser afin d'améliorer ses politiques de développement économique et social, mais qui peuvent aussi devenir un instrument d'identification des groupes. Cette identification peut être utilisée par un groupe à des fins politiques contestables. De plus, l'auteur met en évidence le lien entre les capacités d'un État à recenser sa population et son niveau de gouvernance.

Dans notre cas d'étude, la compilation des statistiques, pour les raisons qu'on vient d'évoquer, en plus de souligner la difficulté de la gérance de ce territoire, prouve qu'elles divergent de façon notable d'un auteur à l'autre. Toutefois, nous verrons qu'elles serviront tout de même à exploiter les questions identitaires, notamment à partir de 1978.

Selon Assem Akram (Akram, 1996) l'Afghanistan est composé à 99 % de musulmans. La branche sunnite, majoritaire, présenterait de 80 à 85 % de la population musulmane, tandis que la branche shiite de 15 à 20 %. Toujours selon l'auteur, la spécificité de l'islam en Afghanistan serait la forte présence de soufisme,

ce qui le distingue des autres pays musulmans orientaux et le lie aux pays de l'Asie centrale musulmane. Les trois voies (confréries) mystiques les plus connues du soufisme sont : Tariqat Cheshtya, Tariqat Qaderia et Tariqat Naqshbandia. Par ailleurs, la présence des Sikhs, des Hindous et des Juifs constituerait le 1 % restant. Il ajoute que les groupes ethniques, soit les Tadjiks, les Pashtounes, les Ouzbeks, les Turkmènes, les Baloutches, les Kirghizes et d'autres, sont majoritairement musulmans sunnites, suivant la règle de l'école de l'Imam³ Abou-Hanifa. Cette école a obtenu le statut officiel en Afghanistan, avec la promulgation de la constitution de 1964, l'islam sunnite étant la religion d'État. Le shiisme, minoritaire, regroupe principalement les Hazaras vivant surtout dans la région montagneuse au centre du pays (et aujourd'hui à Kaboul). C'est le seul groupe constituant un bloc plutôt homogène ethniquement et religieusement. Ils parlent dari avec un accent qui leur est propre et ils sont considérés comme un peuple autochtone. Malgré certaines interprétations d'après lesquelles ils seraient de descendance mongole ou bien métis descendants des soldats de Gengis Khan et Aymâqs originaires de cette région, le mystère de leur origine demeure.

Les Qizilbachs constituent l'autre groupe shiite et se retrouvent principalement dans les grandes villes comme Kaboul, Hérat et Kandahar. Ils seraient d'origine iranienne, venus de la Perse au 7^e et 8^e siècles et occupent, depuis, une place importante dans la communauté intellectuelle du pays. Une petite minorité des pashtounes sont aussi des shiites. Ils se retrouvent surtout dans le sud-est comme à Kandahar et à Farah et dans les tribus Touri et Mangal. Tous ces groupes, comme les shiites iraniens, suivent majoritairement les douze Imams ou bien font partie d'un autre petit groupe fidèle aux quatre Imams. Il y a aussi les ismaéliens qui suivent la continuité de l'imamat (Agha Khan) qui représente pour eux le 49^e Imam. Ils seraient présents majoritairement dans les provinces du Badakhshan dans le nord du pays, à Baglan

³ Imam n'a pas la même signification chez les sunnites que chez les shiites. Pour les premiers, il désigne les quatre chefs fondateurs d'écoles religieuses et rite juridique, de l'interprétation de l'islam sunnite. Abou-Hanifa est l'un de ces quatre Imams qui ont fondé, au 8^e siècle, ces écoles. En général, ce terme est utilisé pour désigner tout chef religieux qui dirige la prière. Cependant, pour les shiites, l'Imam représente l'autorité spirituelle ultime, *wilayat*, ayant la descendance d'Ali et Mohammad. Ali, leur premier Imam, était aussi le cousin du Prophète Mohammad.

dans le nord-est, à Nangarhar dans le sud-est et dans certaines grandes villes du pays comme Kaboul et Kunduz.

Voyons maintenant la description des mêmes éléments faite par Michael Barry (Barry, 1989) afin d'en remarquer les divergences. Pour lui, les Pashtounes sont au nombre de 6 millions (en 1978) soit 40 % de la population. Installés à l'origine autour du Mont Souleymane, ils vivent surtout dans le sud et l'est. Ils sont musulmans sunnites en grande majorité, mais il y a aussi des Pashtounes shiites frontaliers des Touri. Ils sont un regroupement de tribus divisées en clans et subdivisées en familles du nom de leurs ancêtres. Leur mode de vie est principalement montagnard et nomade, et ils parlent le pashtou, langue indo-européenne de la branche perse. Il y en aurait autant au Pakistan.

Les Tadjiks habitent surtout dans l'ouest, le nord-est et à Kaboul. Ils seraient des iraniens d'Asie centrale distincts par leur sunnisme orthodoxe. Ils parleraient perse avec un accent archaïque qu'ils nomment Dari. Une grande partie de ce groupe vit en Asie centrale. Toujours selon Barry, les Hazaras, paysans du centre du pays vivent aussi à Kaboul. Exerçant divers métiers, ils sont surtout shiites et descendants des Mongols et Aymâqs.

Au nord et à l'extrême nord se trouvent des Ouzbeks, des Turkmènes et des Kirghizes, tous musulmans sunnites et proches cousins des Turcs du Proche-Orient, arrivés en 1924. Il y a aussi des Baloutches, chameliers vivant dans le désert du sud et également de l'autre côté de la frontière, au Pakistan. Les Nouristanis sont des montagnards indo-européens de la frontière pakistanaise. Barry mentionne l'existence des quelques milliers de perses iraniens shiites vivant en Hérat, Kaboul et dans les montagnes du Badakhshan. Selon lui, toutes les autres ethnies, sauf les Hazaras, ont des cousins de l'autre côté des frontières.

Dans ces deux descriptions statistiques, nous constatons la simplicité et la subjectivité de la description, malgré le fait que les auteurs aient tous deux des sources documentaires crédibles.

Gilles Dorronsoro (Dorronsoro, 2000), pour la même période, dresse un tableau qui nous aide à mieux comprendre la représentation macro-ethnique de l'Afghanistan de 1978. Nous y lisons qu'il y a 12 millions d'habitants en Afghanistan, contrairement à Barry qui estime la population à 15 -17 millions. Selon Dorronsoro il y a 40 % de Pashtounes, 30 % de Tadjiks (40 % pour Barry), 10 % d'Ouzbeks, 8.3 % d'Hazâras (10 % selon Barry), 4,2 % d'Aymâqs, 3,3 % de Turkmènes, 1,7 % de Baloutches, 0,6 % de Nuristanis, 0,5 % de Pashaïs (un des trois dialectes du Nouristan. Ils vivent surtout dans les provinces de Konar et Nigrahar), 1,4 % *autres*. Par ailleurs, l'auteur souligne que :

En Afghanistan, chaque individu définit son identité par une série d'appartenances, du plus général, l'*umma* (la communauté musulmane), au plus restreint, la famille proche. L'identité peut reposer sur une même origine géographique, une même appartenance professionnelle, religieuse, familiale, ethnique, etc. En milieu tribal, la famille élargie, le clan, la tribu, puis la confédération tribale se présentent comme une série de cercles concentriques, ce qui n'est pas vrai dans un milieu non tribal. Le concept de *qowm* désigne précisément ces identités quand elles sont actualisées dans un réseau de solidarité. Selon les contextes, différentes identités sont mobilisées, consacrant «le chevauchement et le pluralisme des identités collectives». Par exemple, une solidarité entre chiites naît de la confrontation à un milieu majoritairement sunnite. (Dorronsoro, 2000, p. 22)

Cette citation nous confirme la complexité des identités qui existent dans ce pays. Le peuple afghan diversifié est donc uni par certains éléments comme la nation, la religion ou la langue, mais il existe aussi de grandes divergences qui peuvent devenir objet de confrontation interne. De plus, elle met en évidence la mobilisation de ces identités selon le contexte (géographique, confessionnel ou autre). C'est justement ce pluralisme qui peut être instrumentalisé en période de crise.

2.2 Les sources de tensions internes

Les éléments essentiels soulignés en première partie du travail, nous aident à identifier les sources de tensions politiques en Afghanistan. Les sources de tensions peuvent être multiples, mais nous allons prendre celles qui ont des conséquences directes sur l'évolution du conflit afghan dans les années 1970.

2.2.1 Lutte de pouvoir

La première d'entre elles consiste dans la *lutte de pouvoir* personnel et clanique que l'on constate dès le début de l'histoire afghane. Cette lutte a commencé dans les premières années de la fondation de l'Afghanistan. Comme nous l'avons décrit dans la partie historique de notre travail, les tribus pashtounes des Durrani et Ghilzaï rivalisaient pour obtenir le contrôle du territoire afghan aux 17^e et 18^e siècles. Ahmad Shah Abdali de la tribu Durrani dominera en fondant l'Afghanistan en 1747, mais la rivalité se poursuit à travers le temps entre les deux tribus et ce jusqu'à 1978. Noor Mohammad Taraki et Hafizullah Amin, tous les deux ghilzaïs, mettront fin à la dynastie Durrani avec le Coup d'État de 1978. Ils sont les membres fondateurs du PDPA. Cependant leur grand adversaire à l'intérieur du parti PDPA ne sera nul autre que Babrak Karmal, un membre de la tribu Durrani et proche de la famille royale de Zahir Shah. Ces trois personnalités ont successivement occupé le poste de la présidence de 1978 à 1986.

Nous avons aussi vu que l'histoire afghane est marquée par les guerres claniques à l'intérieur de la tribu Durrani qui débute avec les petits-fils d'Ahmad Shah ; Shah Zaman, Shah Choudja et Shah Mahmoud, et se poursuit avec le Coup d'État de 1973 où Sardar Daoud met un terme à la monarchie de son cousin. Cependant, avec lui perdure le règne de la tribu Durrani.

Pour la plupart des analystes, notamment Sun Gupta et Michael Barry, une grande importance est accordée à ces rivalités claniques et à leurs conséquences sur la

politique afghane et surtout sur le destin de la révolution afghane de 1978. On considère aussi les rivalités à l'intérieur des groupes idéologiques comme phénomène de *lutte de pouvoir*, et ce autant chez les communistes que chez les islamistes (Gilles Dorronsoro).

2.2.2 Territorialité

Une deuxième source de tension réside dans la question de territorialité. D'une part, les relations de l'Afghanistan avec son voisin de l'est, le Pakistan, sont très tendues sur la question des frontières entre les deux pays, résultat de la répartition frontalière de 1893, imposée par les Anglais. Cette tension aura des conséquences très importantes sur l'avenir de la politique afghane à partir des années 1950 et jusqu'à aujourd'hui. Les tensions territoriales se jouent également au niveau interne. Les régions du centre et du nord du pays seront très hostiles à la domination pashtoune du sud (Emadi, 1990). Les tensions, qui ont existé tout au long de l'histoire afghane, prendront la forme d'une guerre civile à la fin des années 1980.

2.2.3 Nationalisme

La troisième source de tension, le nationalisme, est intimement liée à la précédente. Le nationalisme pashtoune de l'État, autrement dit son favoritisme ethnique, sera la source principale de tension avec le Pakistan (sur la question du territoire de la North West Frontier Province) d'une part, et avec ses minorités d'autre part, notamment les Tadjiks et les Hazaras. Nous avons d'ailleurs précédemment vu comment le Pakistan s'est allié à ces minorités afin de déstabiliser son adversaire.

The state strategies of socio-political developments, for example, the practice of Pushtun favoritism, the concentration of economic development projects in Pushtun areas, and the appointment of Pushtuns to top administrative posts in non-Pushtun areas added more fuel to national tensions and antagonized

national minorities, particularly the Tadjiks, Uzbeks and Turkmen in the north, and the Hazaras in the central part of the country, against the ruling class in Afghanistan. (Emadi, 1990, p. 14).

2.2.4 Économie

La question économique est un autre élément du conflit que nous pouvons considérer comme une quatrième source de tension. Les inégalités sociales, que ce soit entre individus ou entre groupes ethniques, sont fondamentales dans le conflit afghan et elles constituent la base de la révolution. Emadi, Gennari et Gupta fondent leurs analyses sur ce point, plus précisément sur la lutte des classes sociales.

2.2.5 Confrontation idéologique

Cette même question économique est liée à la cinquième source de tension : la confrontation idéologique. En effet, à partir des années 1950, la société afghane sera largement divisée entre les forces de gauche, qui envisagent un changement profond au nom des égalités sociales, et les forces de droite, qui font obstacle à tout changement radical de la société. Autant la gauche que la droite comportent des subdivisions internes que nous verrons plus en détail dans la section suivante, mais qui toutes partagent les lignes directrices : celles de garder le statu quo en ce qui concerne la droite et un parti pris pour le changement radical en ce qui concerne la gauche.

2.2.6 La question sectaire

La question sectaire est un autre élément à considérer parmi les sources de tension. Selon Kakakhel (Kakakhel, 1999) le premier conflit de cette nature apparaît en 1803. Il rapporte que, pour la première fois, une guerre civile entre shiites et sunnites a eu

lieu en 1803, quand un sunnite a été déclaré coupable de la mort d'un shiite Qazilbachs. Son exécution, ordonnée par le roi Shah Mahmoud, que l'on considérait entouré par des Qazilbachs, a créé des émeutes et mis fin à son règne. L'auteur souligne aussi l'instrumentalisation de ce conflit par une personnalité religieuse sunnite, Mir Waïs (Kakakhel, 1999, p. 732-33). Cette tension persistera et prendra de l'ampleur avec le temps, notamment dans les années 1980. Elle sera une des causes de la guerre civile de 1992.

Les sources de tensions que nous venons de mentionner nous permettent à présent d'identifier les forces politiques présentes au pays ainsi que le contexte entourant la formation des partis politiques.

2.3 Les forces politiques présentes au pays

Dans la partie historique de notre travail, nous avons vu l'évolution de la société afghane ainsi que l'émergence de diverses forces politiques. Nous les classerons ici en deux catégories : forces politiques informelles et forces politiques formelles.

2.3.1 Forces politiques informelles

Parmi les forces informelles, nous trouvons les tribus pashtounes qui ont un poids considérable dans la politique interne et externe du pays, et ce à travers son histoire. Chaque fois que les rois ont formé leurs armées parmi ces tribus, ils ont pu gagner le trône. Ils sont par ailleurs défaits par cette même force quand ils provoquent sa colère. De plus, les territoires tribaux pashtounes ont toujours servi de terrain protégé pour les opposants du gouvernement central. C'était le cas des Moudjahiddins face au gouvernement communiste ou actuellement celui des Taliban face au gouvernement pro-occidental de Karzaï. Tous les gouvernements ont donc

toujours tenté de garder un lien privilégié avec les chefs tribaux pashtounes par le biais de la *Loya Jirga*, la grande assemblée traditionnelle afghane.

Le clergé est une autre force politique informelle non négligeable. Il avait, et a toujours, une influence cruciale sur la société et donc sur le pouvoir. Ce fut le cas pendant les guerres contre les invasions, mais aussi dans le cadre des renversements de pouvoir central comme celui de Shah Mahmoud en 1803 ou d'Amanullah Khan en 1929. Un des facteurs essentiels de l'échec de l'implantation des réformes entreprises par les gouvernements progressistes est cette force du clergé qui s'oppose fermement à tous les changements qui vont à l'encontre de ses intérêts.

La troisième force informelle est la puissance des chefs féodaux (notons qu'elle est intimement liée au clergé). Bien qu'ils aient toujours détenu une importante force économique, le roi Nader Shah avait institutionnalisé leur pouvoir, avec le concept de Mossahéban (alliance clergé, féodaux, famille royale). Les rapports clientélistes que ces chefs féodaux entretiennent avec la population et l'État leur assurent une mainmise sur la société. De plus, une grande partie de la paysannerie dépend de leurs liens avec les riches propriétaires terriens. Pour illustrer la force des religieux et des féodaux, ainsi que le lien solide entre le régime féodal, le clergé et le pouvoir politique en place, Hafizullah Emadi note :

Facing severe opposition by feudal landowners and religious clerics associated with them, the state collapsed in 1929. Since then feudal landowners remained an important element of social power in the rural areas. Their influence was so pervasive that state officials were unable to collect taxes, recruit soldiers, etc., without their cooperation. (Emadi, 1990, p.15).

2.3.2 Forces politiques formelles

Parmi les forces formelles, nous trouvons la famille royale, l'armée et les partis politiques. La famille royale est une puissance politique incontestable. Son contrôle

de tous les piliers du gouvernement, jusque dans les années 1960, indique l'ampleur de son pouvoir. Elle détient la légitimité de la transcendance, ce qui la rend toute puissante.

L'armée qui se modernise de plus en plus à partir des années 1950 devient un élément important dans la course au pouvoir. Sardar Daoud, qui avait servi comme commandant de l'armée avant de devenir le premier ministre en 1953, pourra justement renverser son cousin et dernier roi afghan, Zahir Shah en 1973, avec l'aide d'officiers militaires. Les communistes et les islamistes seront très actifs dans le recrutement de partisans au sein des militaires afghans. Le Coup d'État de 1978 sera également mené avec l'aide d'officiers de l'armée.

À partir des années 1950, une nouvelle configuration politique prendra naissance : la formation des partis politiques. Cet ensemble de forces deviendra fondamental au fur et à mesure que le capitalisme gagnera du terrain dans la société afghane. La naissance de la petite bourgeoisie et l'influence étrangère accéléreront ce processus qui, par le fait même, forcera la monarchie à s'adapter à un nouveau système politique un peu plus libéral. Les premiers partis politiques, comme nous l'avons vu plus haut, seront les partis de gauche d'idéologie communiste, suivis des partis de droite sous l'influence des Frères Musulmans. Nous avons déjà présenté le contexte de la formation de ces partis, mais il s'agit ici de souligner leur importance politique puisqu'ils occuperont à partir des années 1970 la scène politique afghane.

Une indication de l'idéologie de ces partis politiques, de leurs dirigeants ainsi que de leurs bases nous aidera à bien cerner l'hétérogénéité de cette société. Plusieurs auteurs (Akbar, 1991; Dupree, 1980; Halliday, 1980) ont fait cette analyse. Nous citerons toutefois les tableaux de Gilles Dorronsoro (Dorronsoro, 2000, p.86-167-168) qui nous apparaissent à la fois synthétiser les autres auteurs et être les seuls qui incluent les partis djihadistes. Il classe les partis en trois catégories :

1) les partis idéologiques présents en 1978,

2) les partis djihadistes sunnites,

3) les partis djihadistes chiites.

Ces deux derniers s'étant officiellement formés suite à la révolution de 1978, bien que leurs éléments de base existent avant.

Tableau 2.1
Les principaux mouvements politiques avant 1978

Nom	Formation	Recrutement	Idéologie	Leaders
Hezb-idemokrâtik-ikhalq-iAfghanistan	1965 fondation 1967 scission du Khalq et du Parcham	Persanophone pour le Parcham, pashtounophone pur le Khalq	Communiste	Nur Mohammad Taraki et Babraq Kârmal
Sâzmân-i jawânan-i mosalmân	1968	Urbains (Kaboul)	Islamiste	Abdul Rahim Niâzi
Shola-yi jâwid	1968	Urbains (Kaboul, Hérat, Mazâr- i Sharif), chiïtes Kizilbâches, Hazaras de Jâghori, Kunar	Maoïste	Osman Landay, les frères Yâri, la famille Mahmudi
Afghan Mellat	1966	Urbains, pashtounes	Nationaliste pashtoune	Ghôlam Mohammad Farhad
Hezb-i demokraik-i mottaraki	1966	Élites urbanisées	Social- démocrate	Hâshem Maywandwâl

Tableau 2.2
Les partis sunnites

Nom du parti	Direction	Organisation	Idéologie	Recrutement caractéristique
Hezb-i islâmi	Golbuddin Hekmatyâr	Bureaucratique	Islamiste	Éduqués
Jamiyat-i islâmi	Ustâz Rabbâni	Bureaucratique	Islamiste	Éduqués
Harakat-i enquelâb	Mawlawi Mohammad Nabi Mohammadi	Cléricale	Fondamentaliste	Ulemâ
Jebhe- yi nejât	Pir Sebghatullah Mojaddidi	Patrimoniale	Conservatrice	Khân
Mahâz-i melli	Pir Sayyed Gaylâni	Patrimoniale	Conservatrice	Khân
Hezb-i islâmi (Khâles)	Mawlawi Khâles	Patrimoniale	Fondamentaliste	Khân
Ettehâd	Mawlawi Abdul Rasul Sayyâf	Patrimoniale	Fondamentaliste	Opportuniste

Tableau 2.3
Les principaux partis chiïtes

Nom du parti	Direction	Organisation	Idéologie	Recrutement caractéristique
Shurâ	Cléricale (ayatollah Beheshti)	Cléricale	Conservatrice	Hazâra, sâdât
Nasr	Cléricale (sheikh Abdul Ali mazâri)	Cléricale	Islamiste	Hazâra, ulemâ
Sepâh	Cléricale (sheikh Akbari)	Cléricale	Islamiste	Hazâra, ulemâ
Harakat-i islâmi	Cléricale (ayatollah Mohseni)	Cléricale	Conservatrice	Shiite, khân
Mustazaffin	Islamiste (ingénieur Hâshemi)	Bureaucratique	Islamiste	Éduqués

Le contenu de ces tableaux nous permet de saisir la polarisation de la société dans les années 1970. Nous y constatons également que chaque parti politique représente un groupe social, basé sur des caractéristiques économiques et hiérarchiques. On y constate aussi que chaque groupe ethnique et religieux est divisé en fonction des intérêts économiques et des rapports de pouvoirs. Les groupes Pashtounes, Tadjiks, Hazaras entre autres, de même que les groupes religieux sunnites ou chiïtes, ne représentent pas des groupes homogènes.

Nous pouvons conclure cette partie du travail avec quelques constats. Tout d'abord, l'histoire afghane est constituée de diverses cultures et religions qui ont, à travers les époques, laissé des empreintes identitaires multiples. De plus, l'organisation sociale des pouvoirs et les luttes qui en découlent, ont toujours été influencées par l'influence profonde de l'organisation féodale et tribale. C'est ce qui, par ailleurs, a rendu et rend toujours le pays vulnérable aux interventions extérieures.

En outre et compte tenu de ces éléments, la modernisation de l'État et l'émergence du capitalisme ont accentué la polarisation de cette société basée sur une lutte de classes. Toutefois le manque aigu d'éducation et l'emprise de la religion et des pouvoirs qui l'instrumentalise, demeurent des obstacles majeurs dans la réalisation d'une lutte de classes et pour tout changement progressiste de la société afghane.

Tous ces éléments peuvent maintenant éclairer un examen plus en profondeur du débat sur la nature, les causes et les conséquences de la révolution afghane de 1978.

CHAPITRE III

DÉBAT SUR LA NATURE, LES CAUSES ET CONSÉQUENCES DE LA RÉVOLUTION AFGHANE

Dans le chapitre précédent, nous avons abordé les éléments sociopolitiques et historiques essentiels à la compréhension du conflit afghan. Nous y avons aussi démontré comment la politisation de la société afghane a eu lieu, à travers son passé et avec l'arrivée du capitalisme dans ce pays. Comment la modernisation de l'État, après la deuxième Guerre mondiale, s'est accompagnée de l'introduction de nouvelles idéologies. Le pays se trouve alors inévitablement polarisé entre ceux qui profitent du système politique et économique et ceux qui sont désavantagés. Une partie de l'*intelligentsia* afghane, influencée par des idéologies occidentales telles que le marxisme et le nationalisme social démocrate, voulait que ces progrès se traduisent par une transformation profonde de la société. Pour elle, il était urgent de changer le système semi-féodal et semi-capitaliste, pour le bénéfice de la population entière vivant dans l'extrême pauvreté. La majorité de la population était sous le contrôle de la classe cléricale et des propriétaires terriens qui l'exploitent à leurs profits. En contrepartie, les conservateurs se mobilisaient pour contrer toute tentative de changement radical de la société afghane, puisqu'elle irait à l'encontre de leurs intérêts.

Dans un pays où le taux d'alphabétisation n'est que de 10 % et dans lequel 87 % des habitants vivent dans les campagnes (Gennari, 2001) sous la forte influence de la classe religieuse, les activités politiques restent centrées dans les grandes villes et surtout chez les individus éduqués. L'implantation de l'idéologie islamiste égyptienne a aussi profité de ce climat politique favorable, surtout chez les jeunes éduqués qui veulent contre-balancer l'influence marxiste naissante. C'est dans ce climat que le pays se dirige vers le conflit social et politique ainsi que vers la lutte de

classes qui aboutira au Coup d'État de 1978 mettant en place les bases de la révolution afghane.

Dans ce troisième chapitre de notre recherche, nous présenterons un débat entre quelques chercheurs sur la nature, les causes et les conséquences de la révolution. Un grand nombre d'auteurs abordent le conflit afghan avec sensiblement les mêmes informations que nous venons de présenter, mais arrivent à des thèses divergentes. Chacun présente les faits historiques de manière à défendre sa thèse, en mettant l'accent sur certains éléments plutôt que d'autres, en fonction de son affinité à certaines écoles de pensée. Par ailleurs, les auteurs font tous un lien entre les causes internes du conflit, le conflit territorial entre l'Afghanistan et le Pakistan et l'influence externe sur les formations politiques afghanes qui ont mené au Coup d'État de 1978. Pourtant leurs analyses sur la nature et les causes probantes de cet événement diffèrent.

Ce débat nous aidera, d'une part, à répondre à une question découlant de notre revue de la littérature : s'agissait-il d'une révolution ou d'une invasion (soviétique) ? C'est donc sur le statut de la révolution que ce débat se fait. La réponse à cette question détermine l'explication des événements qui vont suivre. D'autre part, ce débat éclairera notre problématique quant à un fil conducteur théorique qui lierait les différents auteurs, soit une corrélation entre la lutte des classes et les intérêts nationaux des puissances régionales et internationales. Parmi les informations utilisées par les auteurs, nous allons rapporter sélectivement celles qui sont nécessaires pour comprendre leurs argumentations et qui sont aussi complémentaires aux informations que nous avons déjà présentées dans les chapitres précédents.

3.1 Mansoor Akbar

Monsoor Akbar est assistant professeur au département des sciences politiques de l'Université de Baloutchistan. Dans son texte *Causes of the Afghan Revolution 1978*,

l'auteur met l'accent sur la nature des causes de la révolution, ses rapports avec l'extérieur et l'impact des changements rapides sur la région :

Revolutions do not happen in isolation. A revolution in any country irrespective of its scale of upheaval and nature of mobilization is subject to internal and external factors. The revolution in Afghanistan in 1978 (Saur revolution) was no exception to the general rule. The Saur revolution of Afghanistan which brought rapid changes in the region was the ultimate result of numerous causes/factors. The nature of the causes of the Afghan revolution of 1978 differed in origin. Some of the causes were of persistent nature permeating Afghan society for decades involving internal and external support ; others were the ultimate outbreak of the undesiring and illegitimate policies of the Afghan rulers alienating various strata of Afghan society (such as public officials, elites, intellectuals and military personels) from the government leading to the crisis legitimacy for the ruling class and making the ground fertile for a forcible change. (Akbar, 1991, p.327)

Pour ce chercheur, il est très difficile de déterminer la situation révolutionnaire ou de donner une définition fixe de la révolution car il n'y a pas de moyen de mesure des événements révolutionnaires et ce, malgré les efforts des théoriciens dans ce domaine, notamment Isaac Kramnick, la nature des révolutions étant équivoque.

Toutefois, selon lui, malgré les prétentions des leaders de PDPA qui comparent leur révolution aux grandes révolutions historiques comme celle de la France, de la Russie, de la Chine ou de Cuba, la révolution afghane n'est pas une révolution de masse. Elle n'a pas eu l'appui populaire de masse, ce qui la distingue des grandes révolutions historiques. Comme cette révolution découle d'un Coup d'État, elle pourrait être classée, selon la classification de la nature des révolutions de Felix Gross, dans la catégorie des révolutions *par le haut*. Il pourrait s'agir aussi d'une révolution *de palais* car elle est faite par un groupe de personnes clandestines qui s'emparent du pouvoir.

Pour l'auteur, il n'y a pas eu de mouvement de masse contre le régime en place avant cet événement, sauf la manifestation de 15 000 personnes à Kaboul (rassemblées à l'occasion des funérailles de Mir Akbar, l'idéologue de PDPA). De

plus, ce mouvement de masse ne mettait pas la légitimité du pouvoir en question, il était plutôt l'expression de la colère des manifestants contre un gouvernement qui tardait à trouver les responsables de la mort de leur leader. Cette révolution est également le résultat d'un effort et d'une préparation de longue haleine par le PDPA, incluant l'infiltration de l'armée.

Afin d'appuyer sa thèse, l'auteur fait un survol historique de la politisation publique en Afghanistan et de la naissance du gauchisme entre 1965 et 1973. Pour lui, le gauchisme est une idéologie étrangère introduite en 1963-64 dans la période de la constitutionnalisation. Sur le rôle et le passé du leader de PDPA, il dit :

The PDPA was founded on January 1, 1965 by Noor Mohammad Taraki. He not only was the first secretary general of the party, but the leading spokesman of the party's policies. Taraki «played a central role in the evolution of the Afghan left and the fortunes of the PDPA.» Taraki born in 1917, son of a seminomadic stock-dealer, was grown in poverty. After having studied in an elementary and a middle school in Qandahar he was probably the first lad from his family to be literated. At the age of 15, he went to India to work for an Afghan fruit company in Bombay. It is acknowledged that while he was in India, Taraki being a hard pressed low-salaried clerk, got acquainted with many leading members of the Indian Communist Party (ICP) whose ideas imprinted the mind of young Taraki towards progressivism. On returning back to Afghanistan Taraki attended college of public/local administration and then assumed a series of posts in the civil service.... he gained popularity for writing short-stories focusing on backward living conditions of Afghan peasants and low-salaried public servants...(Idem, p. 329)

Il décrit le processus de l'évolution politique à partir des années 60, celui que nous avons abordé dans le deuxième chapitre, pour démontrer la progression politique de la société qui sera suspendue avec l'arrivée au pouvoir de Daoud en 1973. Le chercheur considère que la politique répressive du régime a envoyé le PDPA à la clandestinité, où il a préparé le terrain politique pour mener le Coup d'État de 1978. Selon l'analyste, si le chef d'État n'avait pas aboli les libertés politiques minimales existantes dans le pays et qu'il n'avait pas réprimé les mouvements politiques, il n'y aurait pas eu de Coup d'État.

La deuxième cause de la révolution serait le facteur externe qui résulte de la situation stratégique et géographique du pays, qui aurait toujours attisé l'intérêt des grandes puissances. Il met l'accent sur l'ingérence des puissances étrangères, laquelle aurait affecté la politique afghane à travers son histoire. Dans le passé, les Britanniques ont agi en Afghanistan afin de contrer l'expansionnisme russe. À partir des années 1940, c'est l'ex-Union soviétique qui devient plus influente auprès de l'État afghan, conséquence du refus de l'aide américaine pour la modernisation de l'Afghanistan. En effet, les Américains ont ignoré la demande afghane en préférant aider son rival, le Pakistan. Pour l'auteur, la classe dirigeante afghane aurait donc toujours voulu s'approcher de l'Occident et surtout de Washington, mais cela n'a jamais abouti à une aide considérable. Le refus de l'Afghanistan d'adhérer au Central Treaty Organization et de plutôt opter pour le groupe de non-alignement, aurait pesé lourd dans la décision américaine. Ces derniers auraient voulu que l'Afghanistan adhère à sa politique de *Containement of communism*, mais cette condition était inacceptable pour le gouvernement afghan.

Toujours selon l'auteur, les États-Unis se sont impliqués minimalement dans les années 50, notamment avec leur projet d'irrigation de la vallée de Helmand. Ce projet d'infrastructure n'a pu être terminé en raison de manque de fonds. De plus, sur la question du Pachtounistan, les Américains ont appuyé la position pakistanaise contrairement aux Soviétiques qui soutenaient l'Afghanistan. Pour toutes ces raisons, le gouvernement afghan a dû s'appuyer sur son voisin du Nord, afin de recevoir l'aide économique, technique et militaire ainsi que le soutien politique dans sa politique étrangère. Cette aide accrue a rendu le pays dépendant de l'ex-Union soviétique et, de ce fait, vulnérable à l'influence idéologique marxiste venant de ce même grand partenaire. Les membres du PDPA auraient grandement profité de cette relation entre les deux pays pour implanter leur base politique en plus d'augmenter leur emprise sur l'appareil d'État, surtout chez les officiers militaires entraînés par des conseillers soviétiques et des étudiants ayant étudié en Russie durant leur séjour de formation.

Le changement d'attitude politique soudain effectué par Daoud en 1976, lorsqu'il décide de prendre ses distances par rapport à l'ex-Union soviétique, est un facteur important pour l'auteur. Le régime a changé son orientation politique à partir de ce moment. Il s'approchait de l'Iran et du Pakistan pour être moins dépendant de son grand voisin du nord, en faisant même un compromis sur la question du Pachtounistan et sur le rôle des gauchistes dans son gouvernement. Donc, il commence à écarter les membres du PDPA présents dans son entourage, allant même jusqu'à leur purge. C'est dans ce contexte que le PDPA aurait orchestré le Coup d'État avec l'aide des conseillers soviétiques présents au pays. Pour Akbar ce changement spectaculaire serait responsable de la chute du régime en place.

Akbar considère que la répression au niveau interne, sous Daoud, conjuguée à l'influence soviétique, constitue les causes de la révolution afghane de 1978.

3.2 Anwar-UI-Haq Ahady

Anwar-UI-Haq Ahady, économiste et professeur en sciences politiques⁴, est un autre chercheur qui a mené un débat théorique sur la révolution afghane de 1978. Il analyse le même événement en mettant davantage l'accent sur les conséquences de ce conflit sur l'État et la société afghane. Il défend la thèse à l'effet que la révolution afghane n'a ni les caractéristiques d'une révolution sociale, ni celles d'une révolution par le haut. Il est donc en accord avec Akbar sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une révolution de masse. Toutefois, pour lui, il ne s'agit pas non plus d'une révolution par le haut. Selon lui, l'échec de la révolution a détruit l'État et profité à la remise en place d'un contexte comparable à celui du début du 20^e siècle (plus précisément avant les années 50).

⁴ M. Ahady est actuellement ministre des finances de l'Afghanistan, après avoir occupé le poste de gouverneur de la Banque Centrale sous le gouvernement Karzaï. Il a enseigné dans divers collèges américains où il a vécu et fait ses études supérieures. Il est membre actif de l'Afghan Mellat depuis 1969, dont il est devenu président en 1995.

Pour cet analyste, le Coup d'État militaire afghan de 1978 a mis fin au régime de Daoud et mené le PDPA au pouvoir en Afghanistan. Le PDPA qui, rappelons-le, est un parti marxiste-léniniste qui prêche une transformation socio-économique et politique révolutionnaire du pays. Conformément à sa vision, ce parti entreprend des changements radicaux dans la société afghane.

Consistent with its long-held views, upon the assumption of power, this party quickly introduced programs aimed at the regulation of marriage and wedding expenses, eradication of illiteracy, cancellation of rural debts, and more equal distribution of agricultural land in Afghanistan.(Ahady, 1991, p. 162)

Cependant, pour l'auteur, c'est justement la nature radicale de leurs programmes, de leur implantation et l'incompétence des cadres du régime qui ont créé la rébellion dans le pays, puis provoqué l'intervention soviétique en l'Afghanistan.

C'est cette intervention qui aurait donné lieu à la crise politique mondiale impliquant davantage de pays. Les États-Unis et leurs alliés avec leurs assistances massives aux opposants à l'occupation soviétique interviennent. L'Union soviétique se retire en 1989 avec la signature de l'Accord de Genève. Ahady précise que le soulèvement des années 1979-89 a créé une telle situation révolutionnaire (après avoir notamment causé la mort de plus d'un million d'Afghans et fait plus de cinq millions de réfugiés), que même le retrait militaire soviétique avait peu de chances de mettre fin au conflit.

Le chercheur nous dit que ce conflit a attiré l'attention de nombreux intellectuels, journalistes et politiciens mais que peu d'efforts ont été faits pour analyser cette lutte en terme de concepts et de théories des révolutions sociales. Il relève donc le manque théorique dans le débat et propose de le combler. Il veut répondre aux questions suivantes : 1) Quelles étaient les caractéristiques saillantes de l'État et ses relations avec la société avant 1978 ? 2) Quelles étaient les causes de la crise de l'État qui a poussé la révolution du PDPA ? 3) Pourquoi la tentative de la révolution du PDPA a-t-elle échoué ? 4) Quels étaient les sujets, les groupes et les idéologies

dans la mobilisation révolutionnaire ? 5) Pourquoi la rébellion anti-PDPA a-t-elle pris la caractéristique islamiste ? 6) Quelles sont les conséquences de la chute de l'État en Afghanistan ?

L'auteur fait un retour historique de l'Afghanistan afin de démontrer le développement de l'État afghan. Comme nous avons déjà suffisamment abordé cette partie dans notre recherche, nous exposerons seulement les éléments nécessaires à la compréhension de son point de vue.

Pour Ahady, en 1978, l'ethnisme était la source de la tension et l'islam était le dominateur unificateur même si l'identification chiite et sunnite était divisionniste. Il souligne aussi que l'Afghanistan était un État multiethnique avec 50 % de Pashtounes⁵.

Le pays, sous-développé jusque dans les années 50, prend un début d'élan capitaliste. Désormais, les relations entre l'État et sa population changent grandement avec la transformation graduelle du mode de production. Ahady décrit les étapes de la construction de l'État, dont la modernisation, qui ont toujours fait face aux obstacles, notamment les réformes d'Amanullah de 1929 (qui furent renversées par Nader Shah, allant jusqu'à la fermeture des écoles dédiées aux filles). À partir des années 1950, cette modernisation de l'État s'accélère pour deux raisons fondamentales : à l'interne, l'arrivée de Daoud comme premier ministre et à l'international, la mort de Staline. Le premier veut améliorer son pays tandis que les nouveaux dirigeants soviétiques, motivés par la compétition pacifique avec le capitalisme, accordent une aide importante à l'Afghanistan pour l'attirer sous sa sphère d'influence.

Un processus s'amorce : l'État se modernise avec l'avancée du capitalisme, qui donne à son tour naissance à une nouvelle classe libérale aisée. Ce progrès social

⁵ L'accent mis sur le pourcentage des Pashtounes n'est pas innocent parce que l'auteur est le président d'Afghan Mellat, le parti socio-démocrate nationaliste pashtoune.

engendre la participation politique de la société civile. Conséquemment, la dépendance traditionnelle de l'État envers les chefs tribaux baisse, changeant ainsi les enjeux politiques. Les Khans et les chefs tribaux ne peuvent plus rivaliser avec l'État et désormais la rivalité se jouera entre eux, pour tirer parti de l'État.

L'État intervient de façon minimale dans le domaine de la vie privée. Le gouvernement opte pour des changements sociaux qui ne brusquent pas la population rurale. L'État pénètre graduellement, sans provocation, dans la vie privée des gens des campagnes. Par contre, dans les villes, les changements sont rapides. On assiste à la naissance de la classe moyenne, surtout à Kaboul, la capitale. Cette classe est formée de gens de professions libérales et des fonctionnaires de l'État. Ainsi, Kaboul domine la politique afghane et devient le centre des activités politiques d'une certaine classe moyenne. De plus, la stagnation économique des années 60 encourage davantage l'activisme politique dans le processus de prise de décisions. L'État devient bureaucratique, car il ne possède plus sa base tribale ni sa base populaire. Dans ce contexte, toujours selon l'auteur, l'armée devient le moyen le plus efficace du changement politique (Idem, p. 167).

Avant les années 60, il n'y avait pas de force politique défiant l'État. Les querelles entre le roi et le premier ministre démissionnaire, son cousin Sardar Daoud, deviennent l'élément déclencheur du nouveau mouvement sociopolitique. Le roi adopte des réformes politiques contradictoires. Le libéralisme limité fournit aux nouveaux groupes politiques la possibilité de s'exprimer sur les sujets jusqu'à ce moment inexistants ou réprimés : la participation politique, la modernisation sociale, le développement économique, le nationalisme afghan et la légitimité du pouvoir. La contradiction dans la conception de la modernité apparaît de manière évidente.

Pour l'auteur, les islamistes sont contre la modernité et défendent la légitimité traditionnelle. Le problème économique, résultant de la stagnation, qui laisse de nombreux nouveaux diplômés sans emploi, dans cette même période de crise politique, aggrave la situation politique. L'antagonisme linguistique se pose aussi de manière plus forte sur la scène politique nationale. En 1964, le Pachtou et le Dari

sont devenus les langues officielles, la première étant toujours la langue nationale. Les mécontentements de chaque côté se font sentir, mais en 1971 cette question linguistique devient une source de conflit ouvert entre les nationalistes de tout acabit. Le sujet de la langue est donc explosif. La question de la légitimité, tout comme celle de l'islam, est aussi très sensible. Tous ces éléments sont les causes du conflit, selon Ahady. L'émergence de groupes politiques organisés, dans ce contexte, se polarise en trois catégories : communistes, islamistes et nationalistes.

Le PDPA envisage le changement rapide et radical du pays et critique fortement le système semi-féodal semi-capitaliste responsable selon eux du sous-développement. Les islamistes, quant à eux, critiquent le nationalisme pashtoune et sont plutôt en faveur de l'unité islamiste internationale. Ils veulent également être proches du Pakistan, pays musulman, plutôt que de l'Inde, pays laïque. Pour l'auteur, ils n'ont pas de proposition économique, leur seul projet étant l'expansionnisme islamique. Les nationalistes du Parti Social Démocratique Afghan (ASDP), de leur côté, sont pour le parlementarisme et ils sont inclusifs, bien qu'ils critiquent les islamistes. Pour eux, le problème essentiel du pays est celui de l'économie. Ils prêchent l'égalité sociale et la redistribution économique. De plus, ils veulent promouvoir la culture et le nationalisme afghans.

Selon le chercheur, tous ces groupes sont actifs dans la lutte pour le pouvoir. À la fin des années 60, ils ont tous quelques représentants au parlement bien que le parlement ne soit pas leur centre d'activités principal. Tous ces partis recrutent les partisans parmi les étudiants, enseignants, bureaucrates, intellectuels et les officiers de l'armée. C'est dans ce climat politique que Daoud, avec ses amis personnels, les nationalistes et les officiers militaires membres de la gauche, renverse le roi par le Coup d'État de 1973 et déclare l'Afghanistan une république. L'auteur suit le même schéma des événements décrits précédemment pour la période de 1973 jusqu'au Coup d'État de 1978, pour souligner que Daoud, avec ses politiques répressives, est responsable de sa propre chute.

Jusqu'ici, Ahady ne se distingue pas particulièrement de Mansoor Akbar. Ils sont tous deux, plus ou moins d'accord sur les causes de l'événement. Toutefois nous remarquerons maintenant qu'il y a une grande différence entre les deux auteurs quant à leurs perceptions de la nature de la Révolution afghane de 1978.

Pour Ahady, les cinq premiers mois du régime, jusqu'à l'introduction de la révolution sociale, se sont passés sans grandes réactions de la part de la population. Pour Ahady, c'est ce processus révolutionnaire qui distingue le Coup d'État du PDPA de 1978 d'une simple prise du pouvoir par un groupe militaire.

The April 1978 transfer of power was not just a military coup but an attempted social revolution aimed at the destruction of the old social structure and the creation of new order. Decrees No. 6, 7 and 8 of the PDPA government, announced in the summer and fall of 1978, have been described as the «crux of the revolution». Decree No. 6 dealt with rural debt. It stated that land-mortgaged loans were considered amortized at 20% of the principal per year, and it cancelled its interest. Thus peasants who had mortgaged their land in return for a loan contracted in 1974 or before could repurchase their land without any payment to creditors. Peasants who had mortgaged their land after 1974 were required to repay the principal on a sliding scale over a period determined by the length of the loan (Male 1982 : 110). (Idem, p. 174)

Donc, le régime révolutionnaire est avant tout déterminé à transformer la structure sociale et à mettre en place un processus de changement radical. Le nouveau pouvoir envisage, d'une part, de libérer les paysans de leur dépendance envers les féodaux et, d'autre part, de les mobiliser politiquement. Les résultats sont toutefois mitigés.

Le décret numéro 7, qui réformait la régulation du mariage et de ses dépenses, va dans le sens de cette volonté de changement profond de la société. Selon la nouvelle règle, le mariage ne doit pas se faire sans le consentement du couple. De plus, elle spécifie l'âge minimum de 16 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons. Elle restreint le prix de la mariée (mahr) de 40 000 afghanis à 300. Elle interdit la coutume selon laquelle le marié doit offrir des cadeaux à la famille de la mariée pour les grandes occasions et festivités religieuses. Ce décret est en complémentarité avec le précédent (décrit dans la citation précédente) parce que la

dette paysanne résulte en grande partie de ces dépenses. L'objectif du régime est d'améliorer la condition économique de la paysannerie. Pour atteindre ces objectifs, le régime lance également une campagne obligatoire d'alphabétisation des femmes. Les enseignants, marxistes, enseignent aussi le marxisme aux femmes des régions rurales. Plusieurs communautés se rebelleront contre ces mesures.

Le décret numéro 8, qui introduit la redistribution des terres, est la plus importante mesure annoncée par le régime conformément à l'esprit de la destruction de l'ancien ordre social. Selon Ahady «Since its foundation, the PDPA had supported a radical land reform program, which, the party believed, was essential for the destruction of the old social order and for the promotion of social justice.» (Idem, p. 175). Selon le chercheur, le PDPA pensait atteindre trois objectifs par cette mesure : détruire la base économique de l'ancienne classe dominante, fortifier sa position chez les paysans et trouver stabilité et viabilité pour son régime. Une des difficultés de la redistribution est la rareté de la terre arable. De plus, l'incompétence des cadres responsables de son implantation a donné des résultats contre-productifs. Elle a renforcé l'opposition rurale au lieu de soutenir le régime qu'espérait le PDPA.

Au niveau des changements symboliques qui avaient pour but de réduire l'influence de l'islam et des traditions nationales, le gouvernement introduit le décret numéro 3. Il remplace l'ancien drapeau afghan aux 3 couleurs, noir, blanc et vert, par la couleur rouge. Par ailleurs, selon Ahady, les enseignants du PDPA dénigrent régulièrement l'islam dans les classes⁶. Ajoutant à cela congédiements, mises en retraites forcées, arrestations et purges des opposants au régime, on peut comprendre les soulèvements populaires. L'auteur souligne que «These measures caused upheavals that neither the PDPA nor its Soviet allies were able to suppress in subsequent years.» (Idem, p. 177). Cependant, il admet que les réformes étaient faites de manière hâtive et qu'il y avait un désaccord à l'intérieur du PDPA. La

⁶ Ce genre d'allégation était fréquente dans la propagande anti-régime. Ayant vécu cette période, j'ai souvent entendu que les marxistes afghans empilaient les Corans pour atteindre la photo de Lénine pour l'embrasser. Il était aussi fréquent d'entendre que les communistes ne connaissaient pas leurs sœurs ni leurs mères donc qu'ils pouvaient les épouser...

faction modérée, le Parcham, proposait des changements sociaux, étape par étape, pour ne pas brusquer la population et surtout les conservateurs. Par contre, le Khalq dominé par Amin envisageait une voie plus radicale. Selon Amin, la révolution rapide servirait la cause de la révolution par sa mobilisation des paysans contre les féodaux conservateurs. La position dominante d'Amin dans le parti lui permet d'entreprendre cette option plus révolutionnaire qui, d'après Ahady, provoque la rébellion : «Both the radical substance of his reforms and the incompetent implementation of the programs were important factors in the anti-PDPA rebellion that began in late fall 1978.» (Ibid).

Pour l'auteur il y a, sur le plan théorique, trois facteurs causant une révolution sociale : la crise économique de l'État, un mécontentement populaire répandu et l'opposition de l'élite au régime. L'élite peut éprouver des désaccords internes mais elle doit être unie contre le régime. Ainsi, à la lumière des informations que nous venons de présenter, l'auteur défend la thèse à l'effet que la révolution afghane n'a pas les caractéristiques d'une révolution sociale.

Thus there was no financial crisis of the state in Afghanistan in the 1970's nor was there much indication of widespread popular discontent. The elites were alienated from the regime, but they were disunited. It seems that the analytical framework developed in Chapter 3 cannot explain the PDPA's attempted revolution, which is actually not surprising. That framework deals with revolutions that are characterized by mass participation during the outbreak of revolutionary struggle, and the PDPA's attempted revolution did not involve mass participation. (Idem, p. 181)

Après avoir expliqué que, par sa nature, la révolution afghane de 1978 ne répond pas aux critères des révolutions de masse, l'auteur fait le même exercice théorique pour voir si cette révolution peut être considérée comme une révolution par le haut. Il choisit le cadre d'analyse élaboré par Ellen Kay Trimberger selon lequel :

Revolution from above is conducted by high-level military and civilian elites whose main objective is nationalist strengthening and economic development of the country. Timberger considers the autonomy of the military from the

dominant economic class and a high level of cohesion and political consciousness among military officers as necessary preconditions for the outbreak of revolution from above. She also identifies three principles that distinguish the tactics of successful revolutions from above. First, it is essential to consolidate political power before launching the destruction of the old order and the establishment of new institutions. Second, the destruction of the old regime is accomplished gradually, one step at the time. And, third, revolutions from above are relatively nonviolent. Selective repression is used against right- and left-wing dissidents, and political manipulation of the moderates is frequently employed. Revolutions from above avoid mass terror; failure in this regard is likely to alienate the lower classes and facilitate their support for the dominant class, which the revolution wants to destroy. (Idem, p.181)

Dans le cas afghan, toujours selon Ahady, les conditions pour une révolution faite par le haut étaient présentes dans les années 1970, mais la Révolution du PDPA se distinguerait de cette définition :

However, the PDPA revolution also exhibited strong differences from the ideal model of a revolution from above. In contrast to the model, the PDPA revolution emphasized ideological inflexibility instead of pragmatism, promoted redistribution instead of development, and was led by intellectuals instead of military officers. The most serious difference between the PDPA revolution and the ideal model of a revolution from above, however, was the complete disregard of the PDPA leadership for tactics that Trimbürger says are essential for a successful revolution from above. In contrast to the ideal model, the PDPA leadership engaged in the destruction of the old order before consolidating its power, launched socioeconomic and political changes simultaneously instead of one step at a time, and relied heavily on coercion instead of a selective use of force against opponents. It also committed the cardinal error of forcing the lower classes to unite with the old dominant class against the revolutionary regime. (Idem, p. 182)

C'est pourquoi elle ne peut être classée parmi les révolutions venant d'en haut. C'est sur ce point que la position d'Ahady diffère de celle défendue par Monsoor Akbar.

De plus, dans son analyse, l'auteur identifie la rébellion anti-PDPA comme conséquence de la révolution afghane. Pour lui, le cadre théorique élaboré plus haut expliquerait mieux la rébellion anti-PDPA que la révolution afghane. Selon Ahady, le régime ne souffrait pas de crise économique, mais l'insurrection qu'il a créée contre lui devenait source du problème économique. Ce régime aurait mobilisé contre lui,

autant la droite, le centre modéré (socio-démocrates nationalistes) que la gauche (maoïstes et les membres du Parcham). Donc, il aurait provoqué deux conditions essentielles à la révolution, selon les théories sur les révolutions : un large mécontentement populaire et l'unité de l'élite opposée au régime.

L'auteur considère par ailleurs qu'il y a une divergence chez les intellectuels quant aux causes du soulèvement populaire. Pour certains, la lutte de classes est la source de cette révolte. Pour d'autres, c'est l'intervention du gouvernement dans le mode de vie tribal qui expliquerait l'opposition. Enfin, pour le troisième groupe, c'est le changement social entrepris par le PDPA qui a fait naître l'hostilité contre le régime. Par ailleurs, l'auteur mentionne diverses autres raisons d'ordre local qui peuvent également expliquer la réaction de la masse populaire contre le régime en place. L'instrumentalisation du conflit par des acteurs internes et externes a mené le pays vers une longue guerre que nous connaissons aujourd'hui avec ses conséquences.

L'échec de la révolution afghane de 1978 en raison des facteurs mentionnés plus haut a détruit l'État afghan en plus de remettre en place l'ancienne situation sociopolitique.

3.3 Louis Dupree

Louis Dupree a vécu en Afghanistan et au Pakistan pendant la Révolution de 1978⁷. Dans son texte, *Afghanistan under the Khalq*, écrit en 1979, il présente le déroulement des événements dans les premiers mois de la Révolution afghane. Pour lui, le Coup d'État de 1978 est le résultat d'événements accidentels plutôt qu'un événement élaboré et planifié. Ces événements commencent avec l'assassinat de Mir Akbar Khyber et se terminent avec l'instauration de la République Démocratique

⁷ Il était le représentant des travailleurs des universités américaines dans ces deux pays. Il était également professeur adjoint en anthropologie à la Pennsylvania State University.

de l'Afghanistan (RDA). Sa thèse contredit celle que soutient par Monsoor Akbar. En outre, sa description de certains faits historiques apportera plus de lumière sur le débat que nous avons entrepris dans ce chapitre.

Pour défendre sa thèse, l'auteur expose l'historique du développement de la gauche, qui remonte à 1919 avec l'arrivée d'Amanullah Khan et ses politiques progressistes.⁸ Cet historique démontre comment ce groupe politique a pris de l'expansion dans la société malgré les répressions de la monarchie. L'auteur veut remettre en question les informations véhiculées dans les médias occidentaux selon lesquelles les leaders du RDA seraient des personnes inconnues, membres de groupuscules illégaux et de groupes communistes clandestins.

En 1977, Daoud, tel un ancien Khan, met en place les amis, les fils d'amis et les anciens membres de la famille royale déchue. Il met sur pied un comité central du Parti Révolutionnaire National, sur la base du parti unique pour diriger le pays. Cela crée une crise politique dans son cabinet. Il réprime ceux qui s'opposent à lui. C'est alors que le Khalq et le Parcham se réunissent pour contrer ce régime autoritaire. Selon l'auteur, après leur unification, les événements se sont produits de manière tellement rapide qu'ils se sont trouvés au pouvoir le 27 avril 1978, à leur propre surprise.

À notre avis, cette version contredit la critique développée par Ahady à l'effet que l'unité de l'élite soit un élément essentiel pour les révolutions sociales. En effet, comment imaginer une union de la gauche et des islamistes ?

Par ailleurs, Louis Dupree apporte plusieurs informations nuancées. Selon lui, après son arrivée au pouvoir par le Coup d'État, le PDPA élabore des politiques révolutionnaires sans lesquelles il ne pouvait assurer sa légitimation. Par le décret numéro 1, il annonce que désormais la gouvernance de la RDA allait se faire par des décrets venant du Conseil Révolutionnaire, formé de 35 membres, de son

⁸ Nous avons déjà présenté ces informations dans le chapitre 2.

administrateur en chef et du premier ministre, Nur Mohammad Taraki. Par le décret numéro 2, il annonce la formation du cabinet composé de 21 personnes dont 13 des 21 ministres sont les membres du Comité Central du PDPA de 1965. Seulement 3 sont des militaires. Dix des ministres civils ont participé aux élections de 1965 et 1969. Cinq seront élus. Aucun d'entre eux n'a jamais nié son appartenance politique à la gauche et aucun d'entre eux n'a exprimé sa loyauté à un autre pays que l'Afghanistan. Ils n'étaient jamais invités à une réunion communiste internationale. Sauf Taraki, 61 ans, tous les ministres du cabinet avaient entre 45 et 50 ans. Cinq d'entre eux avaient fait de la prison pour leurs activités politiques. Selon l'auteur, ceux qui cherchent le lien soviétique n'ont tout simplement pas de preuves.

Outre l'âge, il y a des éléments intéressants dans cette description des membres du cabinet révolutionnaire : 11 sont des Khalqis dont 2 se considéraient indépendants avant le Coup d'État. Dix ministres sont des Parchamis. Dix ont reçu une éducation universitaire aux É-U ; 2 en Egypte ; 1 en France et 1 en Allemagne ; 4 ont fait leurs études exclusivement en Afghanistan ; seulement 3, les militaires, ont étudié en URSS et se considèrent plus nationalistes que prusses. Tous ces ministres connaissent l'anglais et seulement 4, incluant les militaires, parlent russe. Sur le plan professionnel, 11 travaillaient pour l'État ; 3 en tant que militaires, 2 dans les Universités de Kaboul, 1 à Radio-Kaboul et 5 au civil. De plus, 3 sont des écrivains, incluant les journalistes ; 2 médecins ; 2 avocats et 2 académiciens. Tous étaient sans emploi et aucun n'était propriétaire terrien. Sur le plan linguistique, il y a 11 Pashtounes ; 6 Tadjiks ; 2 Hazaras et 2 Turkmènes. Tous parlaient Pashtou et Dari.

Ce premier cabinet était représentatif de la société afghane, mais sa vie sera de courte durée. Hors cabinet, le régime favorise certains éléments de la société et en opprime d'autres. Rapidement les prisons seront remplies de personnes faisant partie de l'ancien régime et remplacées par des membres du Khalq. Inévitablement, la coalition se trouve divisée. Dupree dit : «Generally, when coalitions of the Left or Right succeed in toppling a regime, fission occurs almost immediately, and the Khalq-Parcham combination proved no exception.(Dupree, 1979, p. 40).

Amin élimine rapidement du pouvoir les membres du Parcham. Il y a des raisons idéologiques fondamentales dans cette division. Selon le chercheur, Karmal était un homme ambitieux, pragmatique et opportuniste. Il ne pouvait être ignoré facilement par Taraki. C'était également un leader étudiant charismatique et très bon orateur. Il avait quitté le PDPA en 1967 avec Khyber et certaines autres fortes personnalités. Après son élection, il a dominé le parlement législatif de 1965 à 1973 avec son élégance et ses discours enflammés. Il était aussi proche de l'ambassade soviétique et il avait des partisans parmi les jeunes officiers militaires, mais surtout parmi les étudiants urbains et les intellectuels.

A contrario, Taraki et son Khalq, après sa défaite électorale en 1965, travaillent davantage hors parlement et sans visibilité publique. Son approche consistait en une démarche plus évolutive vers le pouvoir. Il recrutait petit à petit parmi les cadres militaires, les travailleurs de la classe moyenne, les personnes de la classe pauvre travaillant aux services civils, les groupes de travailleurs urbains et surtout les enseignants provinciaux de la base rurale. Le Khalq avait aussi adopté une ligne dure face au Pakistan, sur la question du Pachtounistan, ce qui n'était pas le cas pour le Parcham. Dupree mentionne également que :

Observers were thus faced with the curious spectacle of a «revolutionary» regime run by a prime minister who had been trained at Columbia University in the United States ; and by a president who years earlier had served as cultural officer in the Embassy of the Royal Government of Afghanistan in Washington, DC (1952-53), on the Kabul staff of the US Agency for International Development (1955-58), and as a translator for the US Embassy in Afghanistan (1962-63) (Dupree, 1979, p. 43).

Cela ne prouve rien en soi, mais discrédite certainement ceux qui expliquent le rôle soviétique par le fait que certaines personnes participant au Coup d'État avaient étudié en URSS.

En 1973, Karmal, comme Daoud, était découragé de la démocratie parlementaire. Il s'est alors allié à ce dernier pour le Coup d'État de 1973. Daoud, après l'avoir

exploité, le discrédite, allant jusqu'à une purge des parchamis dans son gouvernement. À ce moment, en 1977, Karmal s'unit au PDPA. Suite au Coup d'État de 1978, il se retrouve vice-premier ministre du nouveau régime.

Toujours selon Dupree, en arrière-scène, la lutte du pouvoir se poursuit entre Karmal et Amin pendant que les cinq premiers mois de leur gouvernement se passent dans une tranquillité relative. Karmal tente de solidifier sa base politique en s'approchant des éléments nationalistes du régime, tel Qader, le ministre de la défense. Ce dernier rejette cette ouverture et les autres membres de l'armée restent fidèles à Amin, l'homme fort du régime. Dans ce contexte, les Soviétiques demeurent pragmatiques et n'aident pas les leaders du Parcham. Une fois convaincu de la faiblesse de Karmal, le Khalq procède à l'exil des figures dominantes du Parcham, comme les ambassadeurs à l'étranger.

Une fois les parchamis éliminés, le Khalq se met en action contre les nationalistes-musulmans, puissants à l'intérieur et à l'extérieur du cabinet et du régime. Il arrête les membres importants du régime arguant un complot contre lui. D'après Dupree, les individus arrêtés, sauf Shapure Ahmadzai, ont des relations avec le Parcham. Le régime utilise la torture pour obtenir des confessions concernant des liens possibles avec le complot. Il expulse les membres du Parcham du PDPA. Amin rappelle les ambassadeurs au pays, incluant Karmal, mais ces derniers, craignant pour leur vie, décident de ne pas revenir. Une fois ses adversaires proches mis en déroute, le Khalq met en place une nouvelle procédure administrative et s'engage dans les réformes profondes que nous avons présentées plus haut avec leurs conséquences.

Pour ce chercheur, la présence des officiers soviétiques ne prouve pas l'implication directe de l'URSS. De plus, ni le régime de Taraki ni celui d'Amin n'étaient directement contrôlés par Moscou. Toutefois, ces leaders afghans se sont associés avec le mouvement socialiste international. Le régime était marxiste et communiste dans son orientation politique.

L'URSS tentera logiquement de prendre avantage de la situation. Pour l'auteur, il y a une zone grise entre l'influence et la domination. Le Kremlin voudrait bien impressionner les observateurs afin d'influencer les pays de la région. Pour sa part, le régime accepte de recevoir l'aide soviétique. Il est vrai que l'URSS était le premier à reconnaître la République Démocratique d'Afghanistan, mais il avait fait de même avec le régime de Daoud. Il est également exact qu'il y avait eu 30 traités signés entre les deux pays dès le premier mois mais, une fois de plus, ils étaient initiés par le régime précédent. Il en va de même pour la présence des techniciens russes au pays. En réalité, la RDA agit probablement selon les conseils des Soviétiques parce qu'elle ne peut pas être abandonnée par ces derniers. Il y a une interdépendance circonstancielle entre les deux.

Toujours selon Dupree, peut-être que l'URSS doit intervenir en Afghanistan pour sauver le régime marxiste, car les troupes afghanes désertent (il faut se rappeler que son article est écrit en 1979 avant l'intervention). Quoi qu'il en soit, le Pakistan se sent menacé plus que jamais par le nord. L'Iran cherche la stabilité vers l'est, et l'Inde, malgré son traité d'amitié avec l'URSS, s'inquiète. Les pays Arabes se soucient de la destruction d'un État islamique. Les Américains et leurs alliés ne veulent pas d'influence soviétique qui créerait l'instabilité régionale. Les Soviétiques lance le même avertissement contre les ingérences des autres pays dans les affaires internes de l'Afghanistan.

L'auteur pose la question suivante : en sauvant Taraki-Amin, que gagne l'URSS ? Un accès à la mer chaude ? Pour Dupree, son avancée dans la région ne lui donne pas grand chose parce que sa présence est déjà assurée grâce à ses flottes navales. L'élément le plus important dans cette perspective serait que, pour la première fois depuis la deuxième Guerre mondiale, l'URSS occuperait physiquement un pays. Ce serait un danger potentiel et significatif. Cependant, il reste qu'il y a beaucoup de raisons pour ne pas occuper ce pays.

Sur la question de la possibilité pour les opposants d'en finir avec le régime marxiste, la réponse est, pour Dupree, dans la question suivante : Est-ce que les Afghans sont prêts à accepter les réformes et les changements radicaux ? Pour l'auteur, la réponse est non. L'examen de la culture et de l'histoire afghanes le confirme. Pour lui, ni les avions ni les tanks soviétiques ne peuvent rivaliser avec des groupes dont les idées rejoignent davantage les valeurs et traditions de la majorité de la population. La liberté de presse était inexistante et les prisons pleines. Le régime dépasse les limites précédentes. Sans la stabilité dans les campagnes, même les réformes les plus admirables ne peuvent être implantées. Dans ce contexte, les réformes du régime sèment de forts doutes.

Pour l'auteur, la révolution afghane est purement le résultat de facteurs accidentels découlant des problèmes sociopolitiques et économiques du pays. C'est ce contexte interne qui explique le changement du régime par des forces politiques de la gauche. Cette gauche a des racines historiques remontant jusqu'à 1919 et s'est développée à travers des luttes politiques, et ce, malgré les répressions de la classe dominante. Les personnalités politiques civiles connues pour leurs activités politiques au pays, une fois à la tête du gouvernement révolutionnaire et dès les premiers mois de leur régime, démontrent leur indépendance vis-à-vis de l'URSS. Il est donc non fondé de prétendre que le Coup d'État de 1978 était planifié de longue date par un groupuscule de gens inconnus téléguidés par l'URSS. La suite des événements expliquerait plutôt l'interdépendance des acteurs et non la domination de l'un par l'autre.

3.4 Synthèse du débat

Nous avons exposé ce débat parce que, d'une part, il apporte des précisions historiques sur le développement de la politique et de la société afghanes, D'autre part, il démontre l'existence d'une divergence théorique entre les chercheurs sur la nature, les causes et les conséquences de la révolution afghane de 1978 et, par le

fait même, démontre l'importance de cet événement pour la compréhension du conflit afghan actuel.

Nous avons constaté, à travers ce débat, que l'État afghan avait une structure fortement tribale et conservatrice empêchant toute tentative de réforme sociale profonde. Cela est marquant dans l'exemple de l'échec d'Amanullah Khan, le roi progressiste et réformiste de 1919-29. La longue survie de la monarchie, présente de 1929 à 1973 grâce au conservatisme, le confirme également.

Par ailleurs, la naissance du capitalisme, avec ses progrès économiques, a polarisé le pays entre ceux qui préfèrent garder la société traditionnelle tout en profitant de la modernisation de l'État et de l'économie mondiale, et ceux qui réclament leur juste place dans ce système. Il y a également ceux qui réclament une société plus égalitaire pour toute la population qui vit en grande majorité dans la pauvreté.

Les pays étrangers ont profité de ce contexte pour défendre leurs intérêts dans ce pays, en s'alliant avec l'un ou l'autre des protagonistes. Ils sont intervenus et interviennent encore surtout par le biais de leur aide économique et par le biais de projets de soi-disant modernisation tels que la construction d'institutions post-secondaires.

Les idéologies étrangères ont fait leur chemin à travers la population éduquée pour influencer la politique afghane. À partir de la fin de la deuxième Guerre mondiale, la pression exercée sur la monarchie s'est amplifiée pour finalement aboutir à la libéralisation de la sphère politique qui organise ses premières élections en 1948. La famille royale considérant ces progrès politiques comme un danger pour elle, décide de les saboter et réprime toute volonté de manifestation politique susceptible de mettre sa légitimité en question.

Toutefois, les années 1960 débouchent sur une réouverture de la période constitutionnelle permettant une certaine participation politique. Cependant, les

contradictions dans cette procédure décourageront un grand nombre d'intellectuels qui opteront pour d'autres moyens de changements. L'armée semble la seule possibilité d'accéder à un changement politique. C'est dans ce contexte que Sardar Daoud, le premier ministre de 1953-63 et ancien général de l'armée, avec l'aide de ses amis, les nationalistes et une partie de la gauche, renverse la monarchie et met en place la république.

Le nouveau régime donne l'espoir d'un changement progressiste et rapide de la société, mais il déçoit ses alliés par son attitude autoritaire. Il incarne la soif du pouvoir personnel d'un chef tribal qui veut instaurer une oligarchie au détriment de la démocratisation. Ses politiques répressives deviennent la source de sa chute et le PDPA, une partie de la gauche active sur la scène politique afghane depuis longtemps, s'empare du pouvoir par le Coup d'État de 1978.

Ce groupe révolutionnaire entreprend des réformes sociales très ambitieuses pour changer les inégalités sociales dans le pays. Par contre, sa manière d'implanter ses réformes en conjonction avec d'autres facteurs sociopolitiques nationaux et internationaux engendrera un conflit désastreux. L'Afghanistan, au lieu d'aller vers le progrès, s'enfoncera dans une période encore plus sombre.

Malgré les divergences d'opinions des auteurs étudiés, quant aux causes, à la nature et aux conséquences de cet événement important, le débat réitère son importance et son statut de révolution sociale d'envergure qui a des effets jusqu'à ce jour, pas seulement sur l'Afghanistan, mais aussi sur la scène régionale et internationale avec qui elle est sans contredit en interaction.

CHAPITRE IV

LA CONTRE-RÉVOLUTION ET LA LUTTE DE CLASSES

Dans les chapitres précédents, nous avons abordé la lutte de classes comme élément essentiel de la révolution afghane et ce à travers la revue de la littérature, l'analyse de la dynamique interne du conflit afghan et par le débat sur la nature, les causes et les conséquences de cette révolution. Cela nous a permis de bien saisir la problématique interne du conflit et, jusqu'à un certain point, les enjeux des implications des différents acteurs et notamment, de différents pays.

Dans notre dernier chapitre, c'est par l'analyse de la contre-révolution, qui s'est produite simultanément avec la révolution, que nous tenterons d'établir le lien entre les luttes de classes qui se seraient produites aux niveaux national, régional et international. Ce lien nous semble converger vers les intérêts de chaque groupe politique, intérêts qui engendrent une lutte de classes. De fait, à notre avis, ce qui est décrit comme des conflits nationaux, régionaux et même internationaux, seraient en fait la conséquence de ces luttes de classes.

Certains pourraient objecter qu'il faut d'abord avoir une révolution pour parler de contre-révolution. En effet, notre recherche a démontré que la soi-disant invasion soviétique est le point central de la plupart des recherches, notamment celles de Hammond (1984), Khalilzad (1980) et Negaran (1979), et que le concept même de révolution sociale est contesté par Akbar et Ahady. Par ailleurs, certains auteurs, tels Ahady et Goldstone, considèrent cette contre-révolution comme une révolution sociale. Nous avons tenté de clarifier le statut de la révolution afghane de 1978 dans le chapitre précédent ; nous ajoutons ici une confirmation de l'intervention de la CIA, avant l'intervention soviétique, à travers les propos de Zbigniew Brezinski. Il fut le grand architecte de la guerre en Afghanistan. Selon lui, les Américains ont fait en

sorte que les Soviétiques interviennent en Afghanistan. Dans une entrevue accordée en 1988 au *Nouvel Observateur*, il déclare :

Le Nouvel Observateur : L'ancien directeur de la CIA Robert Gates l'affirme dans ses Mémoires : les services secrets américains ont commencé à aider les Moudjahidines afghans six mois avant l'intervention soviétique. À l'époque, vous étiez le conseiller du président Carter : vous avez donc joué un rôle clé dans cette affaire. Vous confirmez?

Zbigniew Brzezinski : Oui. Selon la version officielle de l'histoire, l'aide de la CIA aux Moudjahidine a débuté au courant de 1980, c'est-à-dire après que l'armée soviétique eut envahi l'Afghanistan le 24 décembre 1979. Mais la réalité, gardée secrète jusqu'à présent, est tout autre : c'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul. Et ce jour-là j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis cette aide allait entraîner une intervention militaire des Soviétiques. (...) Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir, mais nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent.

N. O. : Lorsque les Soviétiques ont justifié leur intervention en affirmant qu'ils entendaient lutter contre une ingérence secrète des États-Unis, personne ne les a crus. Pourtant, il y avait un fond de vérité. Vous ne regrettez rien aujourd'hui ?

Z. Brz. : Regretter quoi? Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance : "Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam". (...).

N. O. : Vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes et des conseils à de futurs terroristes ?

Z Brz. : Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde? Les Taliban ou la chute de l'empire soviétique? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide? (*Le Nouvel Observateur*, no 1732, du 15 au 21 janv. 1998, p. 76)

Cette affirmation nous aide à constater que l'intervention soviétique est bel et bien la suite logique du conflit afghan, et non son point de départ. Cela nous ramène également à l'importance de la révolution et de la contre-révolution. Comme nous avons déjà fait l'analyse de la révolution de 1978, il nous semble important de faire la même démarche pour la contre-révolution, toujours dans le but d'éclairer davantage notre objet d'étude.

Dans cette perspective, nous exposerons un bref portrait de la contre-révolution à travers les trois soulèvements importants contre le régime révolutionnaire dans sa première phase. Nous analyserons également la lutte de classes dans cette contre-révolution. Enfin, nous ferons une analyse globale des intérêts des différents acteurs contre-révolutionnaires internationaux. Postulons au départ qu'il s'agirait avant tout d'une lutte de classes.

4.1 Bref portrait des soulèvements contre le régime révolutionnaire dans sa première phase

Certains événements clés de la contre-révolution se sont produits entre la période du Coup d'État d'avril 1978 et de l'intervention soviétique de décembre 1979 : il s'agit du soulèvement de Waygal (au Nuristan) de juillet à octobre 1978, du soulèvement d'octobre de la même année en Hazarajate et de celui de mars 1979 en Herat. L'examen de ces trois événements importants pourra nous éclairer sur les motifs de la contre-révolution et sur son déroulement.

4.1.1 Soulèvement de Waygal

Après la campagne d'alphabétisation et les réformes sociales entreprises par le régime révolutionnaire marxiste, les premiers signes de mécontentement se manifestent dans le pays. Des incidents mineurs se produisent un peu partout. La première rébellion majeure contre le régime marxiste éclate en juillet et se poursuit

jusqu'en octobre 1978, à Waygal, au Nuristan, à l'est du pays. Cette région montagneuse se trouve à l'est de la vallée du Panjshir (bastion du commandant Massoud) et borde la frontière pakistanaise. Une des particularités de cette rébellion est qu'elle se produit dans la région d'un groupe ethnique distinct et minoritaire. Cette région est habitée par la population Nuristanis, convertie à la religion musulmane par la force, vers la fin du 19^e siècle. Malgré leur intégration à l'islam, ils se distinguent par leur culture et leur langue. Selon Nyrop et Seekings:

The redoubtable Nuristanis, last to be forcibly converted to Islam and first to rebel against the PDPA, presented the government with its largest problem in late 1978 and early 1979. In late 1978 local Nuristani tribes controlled Konarha Province. According to same reports, the resistance fighters were Hezb-e Islami members (Richard F. Nyrop and Donald M. Seekings, 1986, p. 301)

Les habitants de cette région sont déjà hostiles au gouvernement central, perçu comme le symbole de la domination pashtoune. Par ailleurs, la proximité de la frontière pakistanaise est un élément important dans le déroulement de cette révolte. C'est de Peshawar (Pakistan) qu'ils recevront les armes et les combattants islamistes d'origine afghane, soutenus par le gouvernement pakistanais (Dorronsoro, 2000, p. 157). La révolte se serait spontanément répandue dans cette partie du pays selon Olivier Roy (Roy, p. 132). Par contre, en plus de l'implication du Pakistan, la présence de Massoud, commandant du Jamiyat-i-islâmi, au Nuristan, confirmée par l'auteur, peut nous faire douter de la nature spontanée de la révolte.

En mars 1979, la population de cette région en contrôlera la majeure partie et l'appellera le Nuristan libre. Pour le nouveau régime, il s'agit du premier signe d'une résistance régionale, linguistique et culturelle. C'est aussi la confirmation de l'organisation d'une résistance islamiste dans le pays, fortement soutenue par le Pakistan.

4.1.2 Soulèvement de Hazârajât

En octobre 1978, la région de Hazârajât, qui se trouve au centre du pays et est habitée presque exclusivement par les Hazâras, se révolte à son tour. La question linguistique, religieuse et les réformes radicales sont au cœur du soulèvement. Pour Gilles Dorronsoro :

Au Hazârajât, certains notables ont accueilli avec espoir le coup d'État communiste qui les délivrait de Dâud, dont la politique agressivement nationaliste avait conduit à la nomination systématique de fonctionnaires pashtounes. Très vite, cependant, l'annonce des réformes décidées par le régime, localement représentées par des jeunes fonctionnaires inexpérimentés et arrogants, déclenche des troubles [...] Au Hazârajât, la révolte présente donc indissociablement un caractère anti-étatique, anticomuniste et antipashtoune. (Dorronsoro, 2000, p. 119)

C'est, une fois de plus, la complexité de la société afghane qui se manifeste dans la contre-révolution. Les réformes sociales en conjonction avec d'autres facteurs sociopolitiques (décrits dans la citation de Dorronsoro) provoquent rapidement des réactions et donnent naissance à des soulèvements populaires. La religion, l'organisation sociale séculaire, la domination du clergé qui exploite la population pour protéger ses intérêts sont autant d'éléments qui rendent le terrain non favorable à la révolution. La répression gouvernementale ne fera qu'attiser la révolte contre la révolution du régime marxiste. Il faut souligner que les Khans et les Ulémas (propriétaires fonciers influents et théologiens) sont à la tête de ces révoltes, pourtant qualifiées de *spontanées* par certains auteurs, notamment Dorronsoro et Roy.

Le Hazârajât est une région économiquement très pauvre avec le système social le plus hiérarchique du pays. Les Sayyides qui se réclament de la descendance de la famille du prophète Mohammad, forment une élite et une classe sociale consanguine et dominante (Roy, 1985).

À partir de juin 1979, cette région sera pratiquement hors du contrôle gouvernemental. Les partis politiques religieux shiites domineront la politique du Hazârajât.

Les relations entre le régime et une grande partie de la population des Hazâras se dégradent dans tout le pays, surtout dans la capitale où ils vivent en grand nombre. Les violences se poursuivent, faisant beaucoup de victimes, surtout chez les civils. Dorronsoro relève le rôle de l'Iran dans cette révolte à Kaboul, il rapporte : «Il est vrai que, le 21 juin, la radio iranienne a diffusé un message de l'*Ayatollah* Hâjî Sayyed Hasan Tabâtabây, pour inciter les Afghans à «continuer leur résistance.»»(Idem, p. 120). La situation politique demeure toutefois relativement stable dans les autres grandes villes du pays.

4.1.3 Révolte d'Herat

En mars 1979, la province d'Herat, à dominance persanophone, sera le lieu de la plus grande révolte. Cet événement est très important dans la période précédant l'intervention soviétique. D'une part, la ville et son environnement passeront totalement aux mains des insurgés pendant au moins une semaine. D'autre part, elle fera de 150 à 200 victimes soviétiques, des conseillers du gouvernement afghan sur le terrain. La réplique du régime, appuyée par l'aviation soviétique, sera brutale.

Pour Dorronsoro, les réformes ne seraient pas la cause principale de cette révolte, mais :

...Par contre, la persécution des élites religieuses et des notables par le pouvoir communiste semble avoir été décisive, les *pir* et les *Ulémas*, qui représentent la tradition religieuse dans ses aspects les plus «rétrogrades», ayant été la cible prioritaire des Khalqis. (Idem. p. 115)

Selon Dorronsoro, la révolte est d'abord celle des paysans, dans les villages, incités par les Mullahs qui s'en prennent aux symboles gouvernementaux et prêchent

l'insurrection contre le régime communiste. Les insurgés se dirigent ensuite vers la ville où d'autres groupes ont commencé à se révolter. «La révolte de la 17^e division, commencée immédiatement après celle de la ville, rallie l'armée aux insurgés.» (Idem). En l'espace de quelques jours, ils prennent le contrôle total de la ville. D'après l'auteur, la révolte serait, une fois de plus, spontanée. Par contre, Dorronsoro souligne que le gouvernement afghan accuse l'Iran d'avoir fomenté le soulèvement. Un discours incitant à la révolte en Afghanistan a été prononcé à Mashad, en Iran, le lieu même d'une attaque contre le consulat afghan. Le gouvernement afghan prétend aussi que 4000 soldats iraniens, qui se seraient déguisés en travailleurs afghans de retour d'Iran, sont impliqués dans la révolte.

Dorronsoro décrit diverses thèses qui seront élaborées pour expliquer cette révolte: le conflit linguistique; la division sectaire; le lien entre le Jamiyat-i-islami, basé à Mashad en Iran, avec les officiers de la 17^e division de l'armée afghane, notamment les figures marquantes comme Ismaïl Khan⁹ et Allauddin Khan. Par contre, il rejette ces explications et considère que la révolte demeure une initiative locale et spontanée.

Après une semaine de contrôle par les insurgés, le gouvernement reprend la province. Cette reprise aura toutefois nécessité l'utilisation d'une grande force militaire. Cette révolte marquera l'imaginaire pendant toute la période contre-révolutionnaire et restera un des points de repère de la résistance des opposants au régime.

Nous constatons que les éléments qui ont contribué à la contre-révolution sont : l'insatisfaction d'une grande partie de la population, l'influence du clergé, le nationalisme, l'ethnicité et surtout le soutien du Pakistan et de l'Iran. Les contre-révolutionnaires instrumentalisent l'islam et reçoivent l'aide militaire, technique et

⁹ Ismaïl Khan, membre du Jamiyat-i-islami, était, après la chute du régime marxiste en 1992, le grand seigneur de guerre et le gouverneur d'Herat jusqu'en 2006, sauf pour la période de 1996 à 2001 durant laquelle il fut chassé par les Taliban. Aujourd'hui, il demeure encore l'homme fort du gouvernement Karzaï à Kaboul.

économique de leurs alliés, assurant ainsi leur domination sur une grande partie du pays. Par la suite, l'aide internationale aurait aussi aidé la contre-révolution. Dès février 1979, le Pakistan et l'Iran sont blâmés par le gouvernement afghan pour leurs interventions dans les révoltes et, à partir de juillet de la même année, les États-Unis et la Chine figureront sur cette liste d'accusés, bien qu'ils aient nié leur implication jusqu'à l'intervention soviétique (Dupree, 1979, p.46). Aujourd'hui, la déclaration de Zbigniew Brezinski, présentée plus haut, donne plutôt raison au gouvernement afghan de l'époque.

Dans les premiers mois de la contre-révolution, jusqu'à 10 groupes d'insurgés sont identifiés dans le pays. Ils constituent un large spectre allant du gauchiste maoïste jusqu'au royaliste de droite, en plus de groupuscules non reconnus¹⁰. Par ailleurs, les thèses sur les origines des révoltes divergent selon les visions politiques des auteurs.

Pour Halliday, un auteur marxiste, il y a quatre explications à ces rébellions :

- 1) Dans les campagnes, les paysans ne perçoivent pas les relations sociales en termes de classes sociales. Les divisions sont fondées sur des bases tribale, religieuse et ethnique, compliquant ainsi la mobilisation de masse.
- 2) Les tentatives de changement des structures tribales ont toujours créé des rébellions.
- 3) La politique afghane est basée sur la culture des armes qui touche aussi le PDPA. Dans cette culture, selon lui, les conflits se règlent souvent par la force.

¹⁰ Par exemple, dans la révolte d'Herat. Dorronsoro relève la présence de deux personnages et de leurs bandes : Kamâr-i Dozd, un voleur et Shir Agha, issu d'une famille riche ayant dilapidé sa part d'héritage et faisant quelques jours de prison. Ce dernier, toujours selon l'auteur, serait reconnu pour ses goûts de luxe et son amour pour des prostitués, hommes et femmes (Dorronsoro, 2000, p. 116.)

- 4) L'islam et le sous-développement sont de grands obstacles pour la révolution en Afghanistan.

Pour lui, la contre-révolution est responsable de la violence puisque, dès ses débuts, des massacres de membres du PDPA (Halliday, 1980, p. 21) seront commis par ses partisans. La violence interne du PDPA, conforme à la culture afghane où les conflits se règlent par les armes, est également responsable de ses difficultés. La brutalité du régime marxiste, qui lui-même résulte de la brutalité des islamistes, crée les conditions de l'intervention soviétique. Cette intervention est néfaste autant pour le régime que pour les mouvements de gauche à travers le monde.

À l'inverse, pour les auteurs partisans de la contre-révolution (Hammond, et Barry), la résistance afghane s'explique par un désir farouche d'autonomie et une méfiance envers l'athéisme et le totalitarisme russe. Pour Michael Barry, la culture afghane est hostile à l'intervention et à la domination étrangère directes. Pour lui, les Afghans ont démontré, à travers leur histoire, depuis le Grand Moghol jusqu'à l'invasion soviétique, qu'ils sont de fervents défenseurs de leur liberté traditionnelle face aux invasions externes. Thomas T. Hammond, pour sa part, met l'accent sur le fait que la culture afghane est basée sur une méfiance envers les Russes et l'athéisme des communistes, ce qui justifie, à son avis, la résistance.

L'islamologue, Olivier Roy, dans son livre «Afghanistan, Islam et la modernité politique, 1985» décrit la résistance afghane comme un phénomène idéologique islamique plutôt qu'un phénomène nationaliste. Pour lui, les Afghans ne sont pas encore liés par le concept de nationalisme qui serait récent en Afghanistan. La société afghane est perçue hors d'un attachement à l'État. C'est donc le Djihad, et non la libération de la nation, qui serait la cause principale de la résistance.

Après avoir exposé les trois principales révoltes de la contre-révolution, ainsi que les explications de différents auteurs sur les causes de ces révoltes, nous croyons qu'il est essentiel d'exposer le rôle de la lutte de classes dans cette contre-révolution.

4.2 Analyse du rôle de la lutte de classes dans la contre-révolution

La contre-révolution s'est toujours présentée comme une guerre contre l'invasion soviétique en Afghanistan et contre les communistes afghans athées, considérés comme un danger pour l'identité nationale et islamique du pays. Nous tenterons de voir si nous pouvons trouver des liens entre la lutte de classes et la contre-révolution, et comment ces liens pourraient nous éclairer davantage sur la révolution afghane de 1978.

Selon Hafizullah Emadi, dans l'Afghanistan de 1978, la société se divisait de la manière suivante : les féodaux, les cléricaux, la bourgeoisie, l'élite technocrate et bureaucrate, la paysannerie et le prolétariat (col bleu et col blanc) (Emadi, p.14-15). Pour notre part, nous regrouperons ces divisions en trois catégories : la classe dominante, qui regrouperait les féodaux, les cléricaux et la bourgeoisie, la classe moyenne ou intermédiaire composée de l'élite technocrate, bureaucrate et des commerçants indépendants aisés, et la classe dominée qui inclut la paysannerie, le prolétariat (col bleu et col blanc), les petits commerçants familiaux ainsi que les travailleurs autonomes et domestiques. Ce choix nous apparaît être davantage représentatif de la société afghane, qui est semi-capitaliste et semi-féodale. Ce schéma nous aidera simplement à bien comprendre les intérêts de classes impliqués dans cette contre-révolution.

La première partie de ce chapitre a démontré que l'instrumentalisation de la religion était un des éléments les plus importants dans cette contre-révolution. Le sentiment islamiste de la population afghane, alimenté par ses chefs religieux, semble fortement heurté par le régime communiste. De plus, nous avons remarqué que le régime révolutionnaire s'en prenait aux personnalités religieuses. Pour comprendre la lutte entre ces deux forces, il faut d'une part la contextualiser et, d'autre part, bien saisir la lutte de classes qu'elle sous-tend.

Nous avons abordé dans le chapitre 2, la rébellion de 1929 contre le roi réformiste Amanullah Khan, menée par les personnalités religieuses de l'époque. Selon Emadi, parmi ces personnalités se trouvent les familles Mujaddadi (Hazraté Shorbazar) et shaikh Abdul Kadir Jailani. Elles appelaient au Djihad pour mobiliser la population afin de renverser le gouvernement réformiste. La force politique de ces familles fut considérable dans les milieux sociaux conservateurs en Afghanistan et provoqua la chute du roi. Sur leurs motivations, Emadi souligne :

The Mullah's opposition to socioeconomic reform was not a manifestation of their religious prejudices, as many scholars of Afghanistan postulate, but rather an expression of their class interests because a great number of Mullahs either were landowners or were on their payrolls. (Emadi, 1990, p. 4)

Ces mêmes familles seront les premières à se soulever contre le régime révolutionnaire de 1978 et à déclarer le Djihad contre la révolution. C'est Sebratullah Mujaddadi qui sera nommé par les Moudjahiddines comme premier président après la chute du régime marxiste, et Ahmad Jailani sera nommé au sein de ce gouvernement.

Cela nous éclaire sur la force politique déterminante de la religion qui se trouve entre les mains des familles puissantes et des personnalités religieuses. Elles instrumentaliseront l'islam. C'est donc bel et bien une lutte de classes qui était menée au nom de l'islam.

Le combat entre les conservateurs et les réformistes est surtout une lutte de classes plutôt qu'une lutte de croyances religieuses. La conversion même des féodaux à l'islam est intéressée, comme le mentionne Emadi «the early converts to Islam were feudal landowners. They accepted Islam in order to be able to reduce their taxes and maintain their position» (Emadi, p. 95). Nous pouvons dire que l'islam, qui apparaît être un élément essentiel de l'identité afghane pour Olivier Roy, peut être considéré comme un instrument de protection d'intérêts et une source d'inégalités socio-économiques dans ce pays. En fait, l'amalgame entre les personnalités religieuses

et les riches propriétaires est tel qu'il s'agit souvent de la même personne ou de la même famille.

Pour Emadi, l'islam justifierait par ailleurs certaines inégalités sociales. Il rapporte que le Coran précise que :

[W]e portion out among them their livelihood in the life of this world, and we exalt some of them above others in rank, that some of them may take others in service. And the mercy of thy Lord is better than wick they amass. Allah had made some of you excel others in the means of subsistence; so those who are made to excel give not away their subsistence to those whom their right hands possess, so that they may be equal therein¹¹. (Emadi, 1990, P. 96).

Ce verset ne fait pas appel à l'inégalité, mais laisse croire que cette inégalité serait l'œuvre de Dieu. La révolution voulait justement détruire cette classe dominante composée de notables locaux, grands propriétaires, grands commerçants, chefs tribaux, particulièrement les Sardars Mohammadzaï et les Ulémas (Ahady, 1991, p. 190). Pour Khomeiny (en Iran) et Abdul Ala Maudodi (au Pakistan), deux figures marquantes de l'idéologie islamiste, la souveraineté de Dieu veut dire le pouvoir des Ulémas et la négation de la démocratie (Ahady, p. 187). Pour Khomeiny, les Ulémas représentent une classe sociale ; ils se battent donc pour protéger et promouvoir leurs intérêts de classe et affirmer leur domination sur les sociétés musulmanes menacées par la révolution afghane de 1978. Il est aussi remarquable de constater que, dans plupart des pays musulmans, les Ulémas ferment les yeux sur les inégalités sociales et disent que le capitalisme est compatible avec l'Islam. Ils ne veulent pas de redistribution économique. Nous avons mis beaucoup d'accent sur cet aspect de la contre-révolution parce qu'il nous apparaît déterminant pour la suite du conflit.

Les 15 groupes officiellement reconnus qui composent la résistance, qu'ils soient chiites ou sunnites, sont tous des islamistes. Toutefois, ils seront classés en trois

¹¹ Référence donnée par Emadi : Holy Quran, Arabic Text, English Translation and Commentary by Maulana Muhammad Ali. Lahor, 1973.

catégories : traditionaliste, islamiste et fondamentaliste. Ces divisions expliquent la lutte du pouvoir au sein des conservateurs, tout comme chez les marxistes et ceux qui les ont précédés.

Le parti maoïste, Shula-i-Jawid, se trouve aussi dans la résistance contre le régime marxiste. Ce parti révolutionnaire, qui est contre l'oppression ethnique, est actif depuis les années 1960 en Afghanistan. Il prône la lutte armée pour défendre les intérêts des paysans. Contrairement aux Khalqis et Parchamis, il fonde ses politiques étrangères sur les politiques chinoises (Emadi. p. 104). C'est la rivalité entre la Chine et l'ex-Union soviétique, d'une part, et l'idéologie maoïste du parti basée sur la mobilisation des campagnes, d'autre part, qui le renvoient dans la résistance. Les maoïstes seront persécutés par les islamistes et surtout par Hekmatyar (Dorronsoro, 2000, p. 235-236). Ces exactions des islamistes prouvent une fois de plus leur idéologie contre-révolutionnaire.

On constate la lutte de classes qui divise ces deux camps idéologiques parce que le camp révolutionnaire, qui comprend les maoïstes, est composé de la classe dominée et de la classe moyenne. Les réactionnaires sont regroupés, pour leur part, autour de la classe dominante. La structure sociale traditionnelle et religieuse afghane avantage toutefois le camp conservateur, en raison de sa domination sur la population fortement analphabète. Il est donc difficile de mobiliser la masse, et surtout la population rurale, pour une révolution sociale. Cependant, il faut souligner que les deux groupes antagonistes ne sont pas homogènes et qu'il y a une lutte de pouvoir au sein des deux.

C'est dans ce contexte que l'alliance internationale se forme pour créer la contre-révolution (Halliday, 1980, p.2). En février 1979, l'Iran de la révolution islamique joue un rôle important dans cette contre-révolution. Selon Halliday, elle est plus dangereuse que le Shah d'Iran. Gilbert Achcar considère que la révolution afghane est victime des interventions externes, notamment celle des Soviétiques. Par ailleurs, pour lui le général Zia Ul-Haq a marchandé son aide aux Moudjahiddins avec les

Américains. Les Américains ont donc utilisé le conflit afghan au même titre que l'Iran (Achcar, 2003 p. 119-121).

4.3 Analyse globale des intérêts des différents acteurs contre-révolutionnaires internationaux

Dans cette partie, nous examinerons les intérêts privés des acteurs contre-révolutionnaires internationaux. Nous analyserons le cas de certains pays importants par l'ampleur de leur aide aux contre-révolutionnaires dans le conflit afghan. Il ne s'agit pas de faire une analyse complète de la lutte de classes dans ces pays, mais simplement de mettre en évidence certains faits qui remettent en cause les discours politiques justifiant leurs interventions en Afghanistan.

4.3.1 Les intérêts des dirigeants pakistanais

Les raisons officielles invoquées par le Pakistan pour défendre ses interventions ont été analysées dans les chapitres précédents. Nous examinerons maintenant le facteur de la lutte de classes dans ces interventions.

Contrairement aux discours politiques officiels des différents gouvernements pakistanais, leurs interventions sont motivées par les intérêts de la classe dominante de ce pays. Le gouvernement Bhutto représentait les intérêts capitalistes de la bourgeoisie pakistanaise, ainsi que ceux des grands propriétaires terriens. Après avoir adopté certains discours socialistes, il sera délogé par l'armée, alliée de ces grands propriétaires et de la bourgeoisie (Cooley, 2002, p.64). Ce nouveau régime militaire résultant d'une lutte du pouvoir de la part de la bourgeoisie, ne fait que défendre les intérêts d'une classe spécifique au détriment même de la démocratie.

Au moment du déclenchement de la révolution afghane, le Pakistan était dirigé par la junte militaire du général Zia Ul-Haq. Il avait renversé le gouvernement élu par le

peuple pakistanais en 1977. Son gouvernement militaire souffre donc d'un manque de légitimité politique. De plus, il fait face aux pressions des partis politiques et de la population. Il est également mal accueilli par la communauté internationale. Pour se légitimer dans son pays, dès son arrivée au pouvoir, Zia renforce son alliance avec les partis de droite, notamment le Jamit-i-islami et la Ligue Musulmane du Pakistan. De plus, il se rapproche des tribus pachtounes frontalières pour augmenter son influence sur l'Afghanistan. La révolution afghane de 1978 lui fournit sans nul doute une occasion de consolider son pouvoir, son pays devenant l'avant-garde de la contre-révolution internationale (Idem).

C'est pourquoi les actions du gouvernement pakistanais ne peuvent être considérées indépendamment de l'intérêt de classe, d'autant plus que l'institution militaire est une partie de la classe dominante. Cette institution a toujours eu la mainmise sur le pouvoir politique et économique du pays, mais après sa victoire contre la révolution en Afghanistan ce pouvoir est renforcé. Ayesha Siddiqa, dans son article paru dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 2008, rapportait que l'institution militaire pakistanaise contrôlait l'économie nationale. Il souligne «... l'état-major est bien décidé à conserver le contrôle du pouvoir. D'autant que l'armée a acquis, au cours des années, un rôle économique grandissant dont les officiers supérieurs tirent d'importants revenus auxquels ils ne sont pas prêts à renoncer.» (Siddiqa, 2008, p. 16).

Par ailleurs, les partis politiques pakistanais, notamment le Parti du Peuple Pakistanais (PPP) et le Parti National du Peuple (ANP), se sont opposés au soutien aux Moudjahiddins et à l'intervention directe de Zia dans les affaires afghanes (Assam, 1996, p. 335), d'autant plus que les partis de gauche étaient favorables au régime marxiste afghan (Idem, p. 336). Le groupe de recherche GERSS explique l'attitude des dirigeants pakistanais (et iraniens) par la peur des révolutions sur leur territoire. Il mentionne : «L'Iran et le Pakistan ne se privent pas d'encourager ces

mouvements d'opposition à un régime qui aurait pu sembler un modèle à suivre pour leurs nationaux.» (GERSS, 1980, p. 101).

4.3.2 Les intérêts de la classe dominante iranienne, égyptienne et d'Arabie Saoudite

Le même schéma de lutte de la classe dominante pour ses intérêts dans la contre-révolution afghane se produit dans ces trois pays. Khomeiny fait de la résistance afghane sa propre cause, donnant ainsi plus de légitimité et de force morale aux islamistes afghans. Ce faisant, il consolide son pouvoir politique face aux dangers internes et externes. La révolution afghane était une menace pour le régime islamiste en Iran, parce que les partis socialistes afghan et iranien entretenaient des liens étroits. Par ailleurs, les partis communistes iranien, irakien, indien et australien avaient appuyé les marxistes afghans dans les années 1970 (Assam, 1996, p. 102).

Le gouvernement égyptien, pour sa part, apporte son aide à la contre-révolution en s'alliant aux Américains. Ses motivations sont d'ordre intérieur. Cooley précise que : «Sadate comptait sur les islamistes pour contrer l'influence communiste en Égypte et les complots de la gauche contre lui, surtout durant la période qui précéda l'expulsion du personnel militaire soviétique en 1972...» (Cooley, 2002, p. 42). Il veut aussi se débarrasser des adeptes des Frères musulmans qui lui sont hostiles, en les envoyant en Afghanistan. Il libère ainsi ses adversaires emprisonnés :

...L'Égypte, comme beaucoup d'autres nations islamiques, trouva que l'Afghanistan constituait un lieu pratique pour se débarrasser des fauteurs de troubles qu'ils avaient nourris chez eux. L'Égypte vida ainsi ses prisons des activistes politiques et des psychopathes et les envoya se battre en Afghanistan avec le fervent espoir qu'ils ne reviendraient jamais. (Bearden et Risen, 2004, p. 261).

Anouar Sadate, président, a profité de cette contre-révolution afghane pour légitimer son régime affaibli, entre autres, par le rétablissement de ses relations avec Israël.

La monarchie d'Arabie Saoudite agit de la même manière en soutenant la contre-révolution afghane. Selon Milton Bearden et James Risen : «...Nombreux étaient les membres de la famille royale qui pensaient qu'en portant secours à la résistance afghane, ils donnaient aux puissants Wahhabites quelque chose à faire loin de chez eux» (Idem, p. 250). Ce n'est qu'un des aspects de l'intérêt du soutien de la classe dominante saoudienne. Elle voulait aussi combattre la révolution socialiste dans un pays musulman qui pourrait en inspirer d'autres. De plus, selon les mêmes auteurs, cette monarchie saoudienne voulait encercler l'islamisme chiite de Khomeiny, considéré comme une menace potentielle pour elle.

4.3.3 Les intérêts des dirigeants chinois

En 1979, la Chine a apporté son aide militaire aux opposants de la révolution. Elle est populaire chez les non-Pashtounes où l'oppression ethnique fait l'objet de contestation. La Chine, craignant l'expansionnisme soviétique, financera les contre-révolutionnaires en assurant la formation de rebelles au Pakistan. Par ses politiques interventionnistes, la Chine veut également augmenter son influence sur les anciennes républiques soviétiques et se venger de la guerre d'Indochine où les Soviétiques avaient appuyé les opposants chinois. La presse chinoise a aussi une part de responsabilité dans la contre-révolution. Plutôt froide au tout début de la révolution, elle deviendra carrément hostile au régime afghan (Halliday, 1980, p. 7).

Les relations tendues entre les Chinois et les Soviétiques ont aussi renforcé la contre-révolution. La dispute entre ces deux géants a contribué à l'échec de la révolution en créant un antagonisme entre les communistes prochinois et prosoviétiques d'Afghanistan, poussant ainsi les maoïstes dans l'opposition au régime révolutionnaire. Les paysans seront ainsi davantage mis en opposition avec les prolétaires puisque les maoïstes étaient plus présents dans le premier groupe et le PDPA dans le deuxième. Les actions du gouvernement chinois suivent donc la

logique de la lutte du pouvoir dans le camp socialiste. La Chine rivalise avec l'Union soviétique pour son expansionnisme et tente de contrer celui de son rival (Bearden et Risen, 2004). C'est une forme de lutte de classes parce que le régime autoritaire chinois combat, avant tout, pour ses propres intérêts.

4.3.4 Les intérêts de la classe dominante américaine

Quels sont les intérêts derrière les politiques américaines en Afghanistan ? Nous avons abordé dans les chapitres précédents le rôle central joué par les États-Unis dans ce conflit. Ils ont non seulement soutenu la contre-révolution, mais ils sont intervenus par la suite et interviennent toujours dans ce pays, dans le soi-disant but de combattre les islamistes qui sont, en réalité, ceux qu'ils avaient soutenus pour combattre les communistes et les Soviétiques.

Andrew Hartman dans son article «*The Red Template : US Policy in Soviet Occupied Afghanistan*» critique fortement la politique américaine basée sur les intérêts économiques d'une classe dominante. Pour lui, la politique américaine actuelle est exactement la même que celle de l'époque, que ce soit pendant ou après la guerre froide. Cette politique est strictement guidée par la défense d'intérêts économiques de grandes puissances privées, notamment les intérêts liés à l'accès au pétrole. Hartman défend la thèse que «That US policy in Afghanistan, consistent with US policy elsewhere both during and after Cold War, is geared to protect US private power and thus US access to oil» (Hartman, 2002, p.467).

En ce sens, toute la campagne de propagande, le financement et l'armement des factions islamistes fondamentalistes les plus dangereuses n'avaient d'autre objectif que d'assurer les intérêts d'une classe économique privée. Pour l'auteur, ces politiques américaines n'ont pas et n'ont jamais eu pour but la sécurité des Américains, des Afghans ou du monde, mais bien le contrôle sur les ressources naturelles de la région. L'auteur décrit avec détails les calculs des décideurs de

Washington et leurs connaissances des effets néfastes sur les populations de la région. Il souligne également leur absence de regrets quant aux dommages «collatéraux».

L'instrumentalisation du conflit afghan a deux objectifs bien interreliés : «...US policy in Afganistan is consistent with both the overrarching agenda of capitalism and the «naive emotionnalism» of anticommunism» (Idem, p. 469). Dans les deux cas, cela sert la classe dominante. D'une part, il justifie auprès de la population locale les politiques impérialistes américaines dans le monde et, d'autre part, il enrichit la classe économique par l'entreprise de l'armement et du pétrole.

Cette analyse de la politique américaine, et des autres pays étudiés plus haut, soutien la thèse défendue par Hafizullah Emadi dans son article *The state and rural-based rebellion in Afghanistan* sur l'État. D'après ce dernier, l'État n'est pas une structure autonome, mais il est plutôt formé et influencé par ses modes de production et par les luttes de classes. L'État, selon lui, crée des politiques sociales, politiques et économiques qui visent en tout premier lieu la promotion des intérêts des classes dominantes. De plus, pour l'auteur, les grandes puissances capitalistes s'efforcent d'implanter des États capitalistes dans la périphérie.

4.3 Synthèse

Dans cette dernière partie de notre recherche, nous avons examiné le rôle de la lutte de classes dans la contre-révolution afghane. Cela nous a permis de faire ressortir de manière plus claire la lutte d'intérêts comme moteur fondamental ayant guidé les acteurs du conflit afghan. Cependant, bien analyser la lutte de classes est une tâche ardue dans notre cas d'étude, en raison de la complexité de la société afghane, notamment de sa structure semi-féodale, semi-capitaliste. Pour mieux la saisir, nous avons donc dû l'aborder sous divers angles: la construction sociale des identités constituantes du pays, les divisions sociales traditionnelles, les luttes des intérêts de

divers groupes et, surtout, la lutte de pouvoir à l'intérieur même des différentes classes sociales.

L'instrumentalisation du sentiment religieux par le clergé, et son alliance étroite avec la classe dominante, constituent un autre obstacle majeur à tout changement radical de la société afghane. Cette alliance emploie toute sa force, incluant la violence extrême, pour empêcher la chute de la structure sociopolitique traditionnelle. Cette violence engendre un cercle vicieux de violences qui impliquent également les forces révolutionnaires.

Le conflit sociopolitique afghan devient un terreau fertile pour les interventions internationales : chaque groupe reçoit l'aide militaire et économique de ses grands alliés respectifs. Comme l'État semble le moteur de protection des intérêts de certaines classes sociales, son contrôle devient vital. Cela est d'autant plus vrai dans les pays où le fossé social est abyssal, comme en Afghanistan.

Les puissances étrangères intervenant dans le conflit afghan semblent motivées par leurs intérêts nationaux. De fait, une analyse sommaire de leurs politiques nationales nous révèle que leurs actions sont guidées par les intérêts de groupes dominants dans ces pays, plutôt que par les soi-disant intérêts de la nation, que ce soit les leurs ou ceux de l'Afghanistan.

CONCLUSION

Nous avons fait ressortir de la revue de la littérature trois différentes analyses du conflit afghan, selon trois théories des relations internationales. Pour les auteurs marxistes, c'est la lutte de classes qui a mené le pays vers la guerre dans laquelle les grandes puissances se sont impliquées activement pour protéger leurs intérêts. Ces intérêts sont ceux de la bourgeoisie nationale, dans chaque pays où cette classe se trouve dominante. Pour les auteurs réalistes, l'ampleur du conflit afghan s'explique par son importance en rapport avec les enjeux d'équilibre régional et international. Il s'agit pour eux d'une question d'intérêt national pour divers pays. Chaque pays intervient dans ce conflit selon ses intérêts nationaux, interventions qui créent un déséquilibre régional et international impliquant des superpuissances. Selon les auteurs proches de la vision constructiviste, le conflit afghan s'explique plutôt par la spécificité géopolitique et culturelle de l'Afghanistan, ce qui faciliterait l'implication des pays limitrophes et des superpuissances dans sa politique interne. Les intérêts de ces divers intervenants deviennent la source du conflit qui, impliquant davantage de puissances, aggrave les tensions déjà existantes dans le pays.

Nous avons également souligné la corrélation entre les intérêts des acteurs de ce conflit, qu'ils soient aux niveaux national, régional ou international. Il y a aussi un lien essentiel entre ces trois niveaux du conflit qui sont, pour nous, indissociables les uns des autres dans l'analyse du conflit afghan.

Nous avons aussi exposé la lutte de classes à l'intérieur du pays, à travers son histoire et à travers la présentation de sa composition sociale. Les intérêts des classes internes et des puissances internationales se manifestent en corrélation avec la lutte du pouvoir dans chaque classe sociale. La lutte du pouvoir est également un élément essentiel dans les interventions externes. Il y a donc, à notre sens, trois points importants à considérer comme sources du conflit dans ce pays : la lutte du pouvoir, la lutte de classes et les intérêts des puissances étrangères.

La modernisation de l'État avec la montée du capitalisme, après la deuxième Guerre mondiale, accélère la lutte entre tous ces acteurs antagonistes pour s'emparer de l'appareil étatique essentiel à la protection des intérêts de classes. Le nationalisme et l'islam ont été des outils d'instrumentalisation politique qui profitent grandement à la classe dominante en donnant aux luttes de classes l'apparence de guerres identitaires et religieuses. Malgré tout, une partie de la population se politise et mène la lutte sociale sous forme de grèves et de mouvements sociaux dans les grandes villes du pays, en polarisant la société entre les gauchistes et les conservateurs de droite. Le Coup d'État de 1978 est le résultat ultime de ce processus.

Nous avons également étudié trois visions théoriques de la révolution afghane. La première, défendue par Mansoor Akbar, contredit la perception de ses acteurs qui la considèrent comme une des grandes révolutions historiques. Akbar la considère plutôt comme une révolution de palais, faite par un groupe de gauchistes et d'officiers militaires contre un régime autoritaire. Dans cette perspective, et malgré des facteurs internes et externes ayant mené à ce Coup d'État, la révolution afghane n'était pas une révolution sociale. En effet, le changement de régime n'aurait pas été précédé d'un mouvement de masse.

La deuxième vision est d'ordre centriste, élaborée par Ahady, qui considère plutôt que les politiques répressives du régime combinées avec les facteurs socioéconomiques sont les causes de la révolution afghane. Elle ne peut pas être considérée comme une révolution sociale de masse. Par contre, elle n'est pas non plus une révolution *par le haut*. Elle s'en distingue par ses mesures révolutionnaires pour des changements radicaux de la société afghane. Surtout, elle a créé une situation révolutionnaire qui s'est poursuivie avec le soulèvement anti-PDPA ravageant l'État et ramenant l'ancienne situation sociopolitique d'avant les années 50. C'est donc cette tentative de révolution sociale, entreprise par des dirigeants du PDPA, qui a échoué en causant des désastres considérables.

Le point de vue plutôt gauchiste de Louis Dupree s'éloigne des deux thèses précédentes. Pour lui, la révolution afghane n'aurait pas été planifiée. Il n'y a aucune preuve d'implication soviétique directe, de plus, elle découlerait d'événements imprévus d'ordre strictement national. Sa description du déroulement de la période révolutionnaire de 1978-79 soutient cette thèse. Par ailleurs, pour Dupree, l'avenir ne semblait pas favorable à cette révolution, car la culture, l'histoire et la société afghanes seraient difficilement compatibles avec une révolution marxiste. La lutte de pouvoir à l'intérieur du régime et les ingérences externes sont aussi soulignées comme des obstacles considérables qui auraient entraîné l'échec de la révolution sociale.

À travers ce débat, nous avons pu constater que la révolution afghane est un élément central dans la compréhension du conflit afghan. Les causes, la nature et les conséquences de cette révolution sont de première importance pour appréhender les problèmes actuels du pays. L'intervention soviétique n'est que la pointe de l'iceberg dans un conflit qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

Notre prémisses de départ stipulait que les trois analyses du conflit afghan comme phénomène politique d'ordre national, régional et international, prises séparément, étaient incomplètes puisqu'il manquait le fil conducteur qui les lie de façon fondamentale. Il s'agit de la corrélation entre la lutte de classes et les intérêts nationaux des puissances régionales et internationales, c'est-à-dire le système capitaliste ayant besoin de l'État comme instrument au service des intérêts privés d'une classe dominante.

C'est l'analyse de la contre-révolution, ajoutée aux trois autres chapitres de cette recherche, qui nous a permis de mieux cerner ce fil conducteur. La révolution afghane a ébranlé la structure sociopolitique de l'Afghanistan basée sur la domination d'une classe sociale. Cette classe dominante instrumentalise l'islam et le nationalisme pour protéger ses intérêts privés.

Les changements radicaux du régime qui ne bénéficiait pas de l'appui de la majorité de la population heurtent la population. Ce mécontentement de masse s'explique par la construction sociale des identités culturelle, religieuse et linguistique à travers le processus historique du pays, que le régime révolutionnaire considère comme source d'inégalités sociales. La classe dominante profite exactement de ce phénomène social pour combattre la révolution dont le but ultime est la destruction de l'ancien ordre social, donc de sa domination. L'analyse des intérêts des acteurs de la contre-révolution nous a permis de bien le cerner.

Un regard critique sur les interventions des forces contre-révolutionnaires régionales et internationales nous mène au même constat. Ces puissances agissent au nom des intérêts nationaux afin de protéger et de véhiculer les intérêts de classes dominantes dans leurs pays respectifs.

Cette étude nous permet ce postulat : On ne peut expliquer le conflit afghan par un simple déterminisme économique. Les révolutionnaires afghans ont probablement commis cette erreur dans leurs analyses du combat social qu'ils avaient entrepris dans les premières années de la révolution. Mohammad Baryalai (Baryalai, 1986) et Najmudine Kawiani (Kawiani, 1989), les deux secrétaires du parti communiste afghan, ont d'ailleurs fait leur mea culpa. Louis Althusser rappelle :

Écoutons le vieil Engels remettre, en 90, les choses au point contre les jeunes « économistes », qui, eux, n'ont pas compris qu'il s'agit bien d'un *nouveau rapport*. La production est le facteur déterminant, mais « en dernière instance » seulement. « Ni Marx ni moi n'avons affirmé davantage » (Althusser, 2005, p. 111).

Il faut donc prendre en considération la complexité de la société afghane dans son ensemble pour expliquer le conflit qui perdure. C'est ce que nous avons tenté de faire dans cette recherche.

Pour la suite de nos recherches, nous sommes face à une question d'ordre politique et éthique : comment est-il possible de changer une société inégalitaire (au plan humain et matériel) comme celle de l'Afghanistan, où chaque tentative de changement radical a donné lieu à des confrontations brutales ?

BIBLIOGRAPHIE

- Achcar, Gilbert. 2003. *L'Orient incandescent: Le Moyen-Orient au marxiste*. Coll. «Cahiers-Libres», Lausanne: Éditions Pages Deux, 349 p.
- Ahady, Anwar-Ul-Haq. 1991. «Afghanistan : state breakdown». In *Revolution of the late twentieth century*, sous la dir. de Jack A. Goldstone, p.162-193. San Francisco: Westview Press.
- Akram, Assem. 1996. *Histoire de la guerre d'Afghanistan*. Paris: Balland , 636 p.
- Althusser, Louis. 2005. *Pour Marx*. Paris: Édition La Découverte, 273 p.
- Aron, Raymond. 1962. *Paix et guerre entre les nations*. Paris: Calmann-lévy, 104 p.
- Bakshi, Jyotsna. 1994. «Soviet approach to the problem of Afghanistan-Pakistan settlement 1976-1985». In *India Quaterly*, vol-L, nos. 1-2, p.95-122.
- Barry, Michael. 2001. «Le détonateur afghan». In *Politique internationale*, no 93, p. 83-112.
- Barry, Michael. 1989. *La résistance Afghane du grand Moghol à l'invasion soviétique*. Paris: Flammarion, 349 p.
- Baryalai, M. 1986. «National Traditions serve the Revolution». In *World Marxist Review*, vol. 29, Issue 4 (APR), p. 88-95.
- Beardon, Milton et James Risen. 2004. *CIA-KGB le dernier combat*. Paris: Albin Michel, 637p.
- Borovik, Artem. 1990. *The hidden war*. New York: Atlantic Monthly Press, 288 p.
- Cooley, John et Said W. Edward. 2002. *CIA et Jihad 1950-2001: Contre l'URSS, une désastreuse alliance*. France: Autrement, 286 p.
- Coutrot, Alain et al. GERSS. 1980. «L'intervention soviétique en Afghanistan bavure ou changement de cap ?». In *Défense Nationale*, déc. 1980, p. 95-111.
- Cox, Robert W. et Robert O. Keohane. 1986. « Social forces, States and World orders». In *Neorealism and its critics*. New York: Colombia University Press, p. 204-254.

- Delcorde, Raoul. 2001. «Géopolitique de l'Afghanistan». In *Défense Nationale*, déc. 2001, no 2. p. 86-92
- Dorronsoro, Gilles. 2000. *La révolution afghane: des communistes aux talebân*. Paris: Karthala, 350 p.
- Dorronsoro, Gilles. 1997. «Désordre et légitimité du politique en Afghanistan». In *Cultures & Conflits*, no 24-25, p. 135-157.
- Dorronsoro, Gilles. 1993. «Les enjeux de l'aide en Afghanistan». In *Cultures & Conflits*, no 11. p.93-112.
- Dupaigne, Bernard. 2002. *Afghanistan, rêve de paix*. Paris: Buchet Chastel, 150 p.
- Dupree, Louis. «Afghanistan under the Khalq». In *Problems of Communism*, vol. 28, no. 4, juillet-août 1979, p.34-50.
- Dupuis-Déri, Francis. 2007. *L'éthique du vampire: de la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présents*. Montréal: Lux, 379 p.
- Emadi, Hafizullah. 1990. *State, Revolution and superpowers in Afghanistan*. New York : Praeger Publishers, 156 p.
- Emadi, Hafizullah. 1996. «The state and rural-based rebellion in Afghanistan». In *Central Asia Survey*, vol.15 no 2, p. 201-211.
- Éthier, Diane avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar. 2003. *Introduction aux relations internationales*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 288 p.
- Gennari, Emilio. 2001. «Les piverts dans la guerre d'Afghanistan». [En ligne] <http://www.ainfos.ca>, consulté 2001-11-23.
- Goldstone, Jack A. 2001. «Toward a Fourth Generation of Revolutionary Theory». In *Annual Review Politic Sciences*, vol.4, p. 139-187.
- Halliday, F. 1980. «The war and revolution in Afghanistan». In *New Left Review*, Issue 119, p. 20-41.
- Hammond, Thomas T. 1984. *Red flag over Afghanistan: The communist cap, the Soviet Invasion and the consequences*, Colorado: Westview Press, 262p.
- Hartman, Andrew. 2002. «The red template: US policy in Soviet-occupied Afghanistan». in *Third World Quaterly*, vol. 23 No 3, p. 467-489.

- Hershberg, James G. 2003. «The war in Afghanistan and the Ira-Contra Affair: Missing links ?». In *Cold War History* vol. 3, no 3, p.23-48.
- Jauvert, Vincent. «Oui, la CIA est rentrée en Afghanistan avant les Russes: L'ancien directeur de la CIA Robert Gates l'affirme dans ses Mémoires». *Le Nouvel Observateur*, no 1732, du 15 au 21 janvier 1998. p. 76.
- Kakakhel, Sayyed Bahadur Shah Zafar. 1999. *Des pashtounes à la lumière de l'histoire*. Peshawar: University Book agency, 1128 p.
- Kawiani, N. 1989. «The revolution can defend itself». In *World Marxist Review*, vol.32, Issue 12 (DEC), p. 72-74.
- Khalilzad, Zalmay. 1980. «Soviet occupied Afghanistan». In *Problems of communism*. vol. 29 No. 6, nov-déc, p. 23-40.
- Lévesque, Jacques. 1990. *L'URSS en Afghanistan: de l'invasion au retrait*. Belgique: Edition Complexe, 282p.
- Liviu, Groza. 1990. «La politique soviétique vis-à-vis l'Afghanistan de 1954 à 1979». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 138 p.
- Marx, Karl et Friedrich Engels. 2002. *Du colonialisme en Asie*. France: Édition Mille et une nuits, 111p.
- Monsoor, Akbar. 1991. «Causes of The Afghan Revolution 1978». In *Asian Profile*, vol. 19, Issue 4 (AUG), p. 327-340.
- Negaran, Hannah. 1979. «The Afghan coup of april 1978: Revolution and international security». In *Orbis*. vol. 23, Issue 1, p. 93-114.
- O'Meara, Dan et Alex Macleod. 2007. *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*. Montréal: Éditions Athéna, 528p.
- Nyrop, Richard F, et Donald M. Seekins. 1986. *Afghanistan: A Country Study*. Washington, D.C.: University Press, 408 p.
- Roy, Olivier. 1985. «État et société en Afghanistan». *Passage au Politique*, volume 35, No. 3, P 402-421.
- Roy, Olivier. 1985. *Afghanistan: Islam et la modernité politique*. Paris: Édition du Seuil, 321 p.
- Sen Gupta, Bhabani. 1986. *Afghanistan: Politics, Economics and Society*. Colorado: Lynne Rienner Publisher, 206 p.

Siddiq, Ayesha. «Mainmise des militaires sur les richesses du Pakistan». *Le Monde diplomatique*, no 646, janvier 2008. p. 16-17

Tesfaye, Facil. 2007. «Statistique(s) et génocide au Rwanda: sur la genèse d'un système de catégorisation «génocidaire»». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 107p.